ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

31 mars 2008
8e année
Nº 13

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'entente entre les peuples au lieu de l'impérialisme

par Fritz Edlinger, secrétaire général de la Société pour la promotion des relations austro-arabes (GÖAB) à Vienne

Un sujet qui domine la politique internationale au plus tard depuis le 11 septembre 2001: l'Islam et le terrorisme international. Longtemps avant qu'il y ait eu des preuves quelconques quant aux raisons véritables de ce crime horrible, on avait déjà en main les analyses et les attributions de culpabilité qui avaient été préparées soigneusement depuis longtemps dans les laboratoires d'idées néoconservateurs de Washington et qui ont été claironnées à tous les vents dans le monde entier.

Déjà à ce moment-là, certains ne pouvaient s'empêcher de penser que pour certaines personnes les attentats contre les symboles de l'impérialisme américain offraient un prétexte bienvenu pour enfin lever la main sur le «terrorisme islamique» à l'aide d'une vaste attaque étendue à l'échelle mondiale. La «croisade contre le terrorisme islamique», comme l'exprime le président des Etats-Unis avec une naïveté ahurissante, a conduit à une guerre jamais connue auparavant contre des Etats et des peuples qui, unilatéralement et sans égard pour les faits et autres détails, sont réputés appartenir à «l'axe du mal». Dans la pleine euphorie du début, peu de gens se sont aperçus que les constructeurs de cette agression d'ampleur mondiale ne s'attardent pas sur des bagatelles comme le droit international et la légalité ou même sur la possibilité de prouver leurs reproches principaux et leurs accusations (on se souvient par exemple de l'affirmation concernant l'existence d'armes de destruction massive en Irak qui s'est avérée peu après être un mensonge non fondé). Les Etats-Unis ont été menés par une vague d'hystérie collective dans une guerre sans pareille dans l'histoire aussi bien au niveau des effets globaux, des coûts que du nombre de victimes à long terme. Le reste du monde s'est soit joint à cette agression brutale soit s'y est opposé seulement à contrecœur.

Aujourd'hui, presque sept ans après, nous savons que cette politique de cowboys aventureuse, établie par des bureaucrates siègeant à Washington et exécutée par des hommes de main résidant à Londres ou ailleurs, n'a pas seulement poussé le système juridique international au bord de l'abîme, englouti des sommes inimaginables, déclenché au Proche- et Moyen-Orient une course aux l'armements extrêmement onéreuse et dangereuse, coûté la vie à des millions d'êtres humains, mais elle a également provoqué le danger réel qu'un conflit culturel et religieux s'étende dans le monde entier. Certains signes indiquent que cette politique selon le principe de la «selffulfilling prophecy» a produit beaucoup de ces menaces que l'on voulait soi-disant combattre, respectivement a favorisé leur propagation. Dans d'autres circonstances, les Etats-Unis ne voyaient pas d'inconvénients au fait de créer eux-mêmes des organisations terroristes islamiques ou d'utiliser celles-ci pour leurs propres intérêts impérialistes (cf. l'exemple d'Afghanistan).

La grande majorité des êtres humains vivant dans le monde islamique se sent donc menacée et spoliée de son avenir par une politique de pouvoir américaine (occidentale) visant exclusivement la réalisation de propres intérêts politiques et économiques. Cela s'exprime depuis des années dans de nombreux sondages représentatifs. Cela ne passe pas inaperçu qu'une majorité croissante de personnes en Orient rejette cette politique brutale et hypocrite et qu'elle soit très critique face à la politique indécise et contradictoire de leur propre élite dirigeante. Dans ce contexte, l'une des principales devises de *George W. Bush* affirmant vouloir apporter la démocratie et la liberté aux peuples du Proche- et Moyen-Orient est interprétée comme un cynisme provocateur.

Le fait que la politique impérialiste des Etats-Unis soit également contestée en Occident et par une grande partie de la population donne à espérer. Il est inquiétant, regrettable et voire même révoltant que contrairement à l'opinion de beaucoup de gens en Occident – ici je pense avant tout à l'Europe – de nombreux gouvernements, par une fausse compréhension du principe de loyauté et de fidélité envers l'alliance de l'OTAN, ou aussi par lâcheté et par peur du conflit, ne s'opposent pas énergiquement à cette politique aventureuse. Les médias internationaux jouent ici – à quelques exceptions près – malheureusement un rôle essentiel. Ceux-ci se sont joints à la campagne internationale venant des médias «mainstream» américains visant à diaboliser l'Islam et à légitimer la politique antiterroriste des Etats-Unis, et même à renforcer et à propager celle-ci.

Le fait que l'auteur du présent article [respectivement les trois auteurs figurant sur la

brochure ci-contre] n'appartient pas à «la gauche intellectuelle ordinaire suspecte» mais soit un ancien membre de l'establishment américain rend ses analyses et ses reproches d'autant plus intéressants.

Finalement, il me reste l'espoir que de plus en plus d'êtres humains, aux USA ainsi qu'en Europe, se détournent de la politique brutale et en fait contre-productive des Etats-Unis impérialistes et de leurs alliés et se consacrent à une politique s'engageant pour le droit international, pour le principe de l'égalité des êtres et des peuples de la terre et pour la démocratie dans le monde entier. •

Source: *GÖAB-Materialien,* N° 65, février 2008
(Traduction *Horizons et débats*)

Ils nous conduiront jusqu'au bord de l'abîme

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Combien de fois n'avons-nous pas déjà entendu parler du conte de fée à propos des forces autoguérissantes du marché libre? Depuis des décennies, on nous a rabâché que les interventions régulatrices de l'Etat nuisent à l'économie. Les masses profondément crédules ont suivi les gourous du capital et de l'économie. La propriété publique a été jetée aux pieds du marché libre à des prix dérisoires sous le titre de «libéralisation et privatisation». Le marché néolibéral global s'est établi en tant que système hautement efficient en ce qui concerne la destruction du capital national et la recherche du profit maximal des «élus», c'est-à-dire des propriétaires. Le chemin de fer, le téléphone, la poste, l'approvisionnement en énergie et en eau, les hôpitaux et autres établissements de la vie publique ont été affectés au capital privé à l'aide d'offres bon marché. L'attaque contre le capital des banques nationales a été lancée par le *Fonds monétaire international* (FMI), qui a forcé par décret les instituts financiers à dissoudre leurs réserves d'or pour les remplacer par du papier-monnaie sans valeur.

Sous le slogan «le commerce libre conduit à des prix plus bas et favorise la croissance économique», les économies nationales stables et gérées de manière circonspecte ont été assaillies par l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC). Des attaques qui ont déstabilisé la souveraineté des Etats nationaux et leur politique économique axée sur le bien de la population. On a miné la politique économique nationale contre toute conviction en affaiblissant la souveraineté alimentaire et en sacrifiant les objectifs visant à la stabilité (une croissance économique adéquate, le plein-emploi, des prix stables, la distribution équitable des revenus, une balance des paiements équilibrée d'une politique de croissance unilatérale (y compris l'ouverture des marchés)). Et nous obéissons encore sagement aux chantres de l'économie de marché libre.

Même la chute dramatique sur les marchés financiers affecte à peine la majorité de la population. Nous nous laissons encore mettre an état de torpeur par les «experts financiers». Divers commentaires sur la crise financière ou des déclarations issues du milieu bancaire doivent préparer lentement et prudemment le géant endormi à la razzia par l'élite financière, sur l'argent provenant des impôts, des revenus privés des petits épargnants, des retraites et des salaires. Ainsi, *Josef Ackermann*, chef de la *Deutsche Bank* a exigé lundi dernier que le gouvernement américain intervienne sur le marché face à la crise financière déclenchée par les crédits immobiliers douteux des USA. Selon un porte-parole, Ackermann a déclaré: «Je ne crois pas ici uniquement aux forces autoguérissantes des marchés». Ce sont ceux qui ont profité jusqu'à maintenant du marché libre qui réclament au moment de la crise le secours de l'Etat et ainsi invitent l'ensemble de la population à passer à la caisse! On entend des paroles semblables provenant de certains côtés bien informés: Si la banque *UBS* (grande banque suisse) devait s'enfoncer encore davantage dans la crise, alors l'Etat devrait intervenir. Tout ceci selon le principe «privatiser les profits et socialiser les pertes». Dans le monde entier, les banques nationales ont investi des centaines de milliards de dollars dans les marchés financiers pour repousser encore un peu l'effondrement. Ce sont les masses qui paient ces milliards par l'inflation et les pertes sur leurs revenus privés. Mais ces masses ne bougent toujours pas.

Peut-être nous réveillerons-nous encore avant d'être poussés dans l'abîme – au plus tard quand nous réaliserons que nous finançons les guerres en Irak, en Afghanistan et en Palestine avec la perte de nos revenus et l'inflation galopante. Ne devrions-nous pas, face à ces perspectives, nous lever déjà aujourd'hui? •

C'est l'impérialisme occidental qui est le problème et non pas l'Islam

*par Graham E. Fuller**

Imaginez, si vous le souhaitez, un monde sans l'Islam – une situation, il faut l'admettre, inconcevable, vu la place centrale qu'il occupe dans nos titres de nouvelles quotidiennes. L'Islam semble être derrière un large éventail de désordres internationaux: attentats suicides, voitures piégées, occupations militaires, luttes de résistance, émeutes, fatwas, jihad, opérations de guérilla, vidéos de menace et le 11-Septembre lui-même. «L'Islam» semble offrir une explication simple et instantanée, nous permettant de bien comprendre le monde convulsif d'aujourd'hui. En effet, pour quelques néoconservateurs «l'Islamofascisme» est maintenant notre ennemi juré dans une imminente «troisième guerre mondiale».

Mais permettez-moi de réfléchir un peu. Et s'il n'y avait pas une telle chose comme l'Islam? Et s'il n'y avait jamais eu de Prophète Mohammed, ni de saga de propagation de l'Islam à travers des grandes parties du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Afrique?

Etant donné notre actuelle focalisation sur le terrorisme, la guerre et l'antiaméricanisme rampant – l'un des sujets internationaux le plus émotionnel aujourd'hui –, il est vital de comprendre les vraies sources de ces crises. Est-ce l'Islam la source du problème, ou est-ce que cette source ne se trouve plutôt du côté de facteurs moins clairs et plus profonds?

Pour l'intérêt de l'argumentation, dans un effort d'imagination historique, faites-vous une image d'un Moyen-Orient dans lequel l'Islam n'est jamais apparu. Serions-nous alors épargnés de beaucoup des défis qui se trouvent aujourd'hui devant nous? Le Moyen-Orient serait-il plus pacifique? De combien le type des relations Est-Ouest serait-il différent? Sans l'Islam, il est sûr que l'ordre international présenterait une image très différente de celle d'aujourd'hui. Ou le ferait-il?

Si ce n'est pas l'Islam, qu'est-ce donc?

Depuis les premiers jours d'un large Moyen-Orient, l'Islam a visiblement façonné les normes culturelles voire même les préférences politiques de ses disciples. Comment pouvons-nous alors séparer l'Islam du Moyen-Orient? Comme il s'avère, ce n'est pas très difficile à imaginer.

Commençons par l'aspect ethnique. Sans l'Islam, le visage de la région va rester complexe et confus. Les groupes dominants au

Suite page 2

* *Graham E. Fuller* est un précédent vice-président du conseil national des renseignements «National Intelligence Council» à la CIA, chargé des prévisions stratégiques à long terme et assistant scientifique au laboratoire d'idées conservateur américain *Rand Corporation*. Il est actuellement professeur adjoint d'histoire à l'université Simon Fraser à Vancouver. Il est l'auteur de plusieurs livres sur le Moyen-Orient, dont «L'Avenir de l'Islam Politique» (chez Palgrave Macmillan, New York, 2003).

«C'est l'impérialisme occidental …»
suite de la page 1

Moyen-Orient – Arabes, Perses, Turcs, Kurdes, Juifs, voire Berbères et Pachtounes – continueront à dominer la scène politique. Prenez les Perses à titre d'exemple: Longtemps avant l'Islam, les empires persans successifs se sont étendus jusqu'aux portes d'Athènes et étaient les rivaux perpétuels de quiconque habita l'Anatolie. Des peuples sémites contestant cette hégémonie ont combattu les Perses à travers le croissant fertile jusqu'en Irak. Et puis il y a les forces puissantes des diverses tribus et des commerçants arabes s'étendant et migrant dans d'autres régions sémites du Moyen-Orient avant l'Islam. Les Mongoles auraient tout de même envahi et détruit les civilisations de l'Asie centrale et beaucoup du Moyen-Orient dans le XIIIe siècle. Les Turcs aurait aussi conquis l'Anatolie, les Balkans jusqu'à Vienne et une grande partie du Moyen-Orient. Ces luttes – pour le pouvoir, le territoire, l'influence et le commerce – existaient bien avant l'arrivée de l'Islam.

Cependant, c'est trop arbitraire d'exclure complètement la religion de l'équation. Si en réalité l'Islam n'a jamais émergé, la majeure partie du Moyen-Orient serait restée essentiellement chrétienne avec ses diverses sectes comme cela a été le cas à l'aube de l'Islam. En dehors de quelques Zoroastriens et un petit nombre de Juifs, pas d'autres groupes religieux d'une certaine importance n'y étaient présents.

Le monde européen à la recherche de bases économique et géopolitique

Mais est-ce que l'harmonie avec l'Ouest aurait-elle régné si le Moyen-Orient était resté chrétien? Cette idée semble être tirée par les cheveux. Nous devrions assumer que le monde européen médiéval agité et expansif n'avait pas étendu son pouvoir et son hégémonie à ses voisins de l'Est, à la recherche de bases économique et géopolitique. Après tout, qu'est-ce que ce seraient les Croisades si ce n'étaient pas une aventure occidentale menée essentiellement par des besoins politique, social et économique? La bannière du christianisme servait de symbole fort, de cri mobilisateur pour justifier les besoins profanes des Européens puissants. En effet, la religion particulière des autochtones ne figurait jamais en tête des causes de l'expansion impériale de l'Occident à travers la planète. L'Europe a prôné porter «les valeurs chrétiennes aux autochtones», mais l'objectif évident était d'établir des avant-postes coloniaux comme sources de richesse pour le pays colonisateur et des bases pour l'expansion du pouvoir occidental.

Ainsi il est improbable que les habitants chrétiens du Moyen-Orient aient bien reçu le flux des flottes européennes et leurs marchands protégés par les fusils occidentaux. L'impérialisme aurait prospéré dans le mosaïque ethnique complexe de la région – la matière brute du vieux jeu de diviser pour mieux régner. Et les Européens auraient toujours installé les mêmes dirigeants locaux serviles pour satisfaire leurs besoins.

Les Chrétiens non plus n'auraient bien accueilli les armées impériales

Avançons l'heure à l'époque du pétrole au Moyen-Orient. Les Etats du Moyen-Orient, même si chrétiens, auraient-ils bien accepté l'établissement des protectorats européens sur leur région? Certainement pas! L'Occident aurait toujours construit et contrôlé les mêmes points d'étranglement comme le canal du Suez. Ce n'était pas l'Islam qui a fait que les Etats du Moyen-Orient résistent vigoureusement aux projets coloniaux avec le nouveau traçage des frontières selon les préférences géopolitiques européennes. Non plus, ces Etats chrétiens du Moyen-Orient n'auraient-ils bien accueilli les compagnies pétrolières occidentales impériales, soutenues par des administrateurs européens, des diplomates, des agents de renseignements et des armées, pas plus que ce qu'ont fait les Musulmans. Regardez la longue histoire des réactions des Américains latins à la domination des Américains étatsuniens sur leurs pétrole, économie et politique. Le Moyen-Orient serait toujours aussi motivé pour créer des mouvements nationalistes anticolonialistes pour arracher le contrôle sur leurs terres, marchés, souveraineté et destinée de l'emprise étrangère – tout comme les luttes anticolonialistes dans l'Inde hindou, la Chine confucéenne, le Vietnam bouddhiste et l'Afrique chrétienne et animiste.

Voilà les victimes de la «guerre contre le terrorisme». (photo dm)

Et certainement les Français se seraient, tout aussi volontiers, étendus sur une Algérie chrétienne pour s'emparer de ses riches terres agricoles et établir une colonie. Les Italiens eux non plus ne se sont laissé gêner par le christianisme de l'Ethiopie pour transformer ce pays en une colonie violemment administrée. En bref, il n'y a pas de raison de croire que la réaction du Moyen-Orient à l'agression colonialiste européenne aurait été significativement différente de la manière dont elle s'est effectivement déroulée sous l'Islam.

L'histoire des dictatures en Europe

Mais peut-être le Moyen-Orient serait-il plus démocratique sans l'Islam? L'histoire des dictatures en Europe elle-même n'est que peu rassurante sur ce point. L'Espagne et le Portugal ont fini avec leurs violentes dictatures seulement en milieu des années 1970. La Grèce s'est libérée d'une dictature liée à l'église il y a quelques dizaines d'années. La Russie chrétienne ne s'en est toujours pas sortie. Jusqu'à récemment, l'Amérique latine accablée par les dictateurs, qui souvent régnaient avec les bénédictions des USA et avec le partenariat de l'église catholique. La plupart des nations africaines chrétiennes n'ont pas eu de meilleure réussite. Pourquoi un Moyen-Orient chrétien se présenterait-il différemment?

Et puis, il y a la Palestine. C'étaient évidemment les Chrétiens qui ont, honteusement, persécuté les Juifs durant plus d'un millénaire culminant à l'Holocauste. Ces exemples horrifiques d'antisémitisme étaient bien enracinés dans la culture et les terres chrétiennes occidentales. Les Juifs auraient donc continué à chercher une patrie en dehors de l'Europe; le mouvement sioniste aurait de toute façon vu le jour et aurait cherché une base en Palestine. Et le nouvel état juif aurait toujours déplacé les mêmes 750 milles Arabes natifs de Palestine de leurs terres même s'ils avaient été des Chrétiens – en effet une partie parmi eux étaient des Chrétiens. Et ces Arabes chrétiens n'auraient-ils pas combattu pour protéger ou regagner leur propre terre? Le problème israélo-palestinien reste au fond un conflit nationaliste, ethnique et territorial, renforcé seulement récemment par des slogans religieux. Et n'oublions pas que les Chrétiens arabes ont joué un rôle majeur dans les débuts du mouvement nationaliste arabe au Moyen-Orient; en effet, *Michel Aflaq*, le fondateur idéologique du premier parti panarabe Al-Baath, était un Chrétien syrien formé à la Sorbonne.

Luttes pour la domination

Mais les Chrétiens du Moyen-Orient seraient certainement prédisposés religieusement envers l'Occident? N'aurions-nous pas évité tous ces conflits religieux? En effet, le monde chrétien lui-même a été déchiré par des hérésies depuis les premiers siècles du pouvoir chrétien, des hérésies qui étaient devenues des véhicules des oppositions politiques au pouvoir romain ou byzantin. Loin d'unir sous la religion, les guerres religieuses de l'Occident cachaient toujours des luttes plus profondes, ethnique, stratégique, politique, économique et culturelle pour la domination.

En vérité cette même référence à un «Moyen-Orient chrétien» cache une animosité vilaine. Sans l'Islam, les peuples du Moyen-Orient seraient restés comme ils étaient à la naissance de l'Islam – la plupart des disciples du christianisme orthodoxe oriental. Mais c'est facile d'oublier que l'une des controverses historiques la plus violente, la plus virulente et la plus durable fut celle entre l'église catholique à Rome et le christianisme orthodoxe oriental à Constantinople – une rancune qui persiste toujours. Les Chrétiens orthodoxes orientaux n'ont jamais oublié ou pardonné le pillage de Constantinople la chrétienne par les croisés occidentaux en 1204. Presque 800 ans plus tard, en 1999, le pape *Jean Paul II* chercha à faire quelques petits pas pour cicatriser la plaie dans la première visite d'un pape catholique au monde orthodoxe en mille ans. C'était un début, mais le désaccord entre l'Orient et l'Occident dans un Moyen-Orient chrétien serait plutôt resté comme il est aujourd'hui. Prenez la Grèce par exemple: La cause orthodoxe a été un puissant mobile derrière le nationalisme et le sentiment anti-occidental là-bas, et les passions anti-occidentales dans la politique grecque, il y a seulement une dizaine d'années, résonnaient des même suspicions et vues virulentes de l'Occident que nous entendons aujourd'hui de la part de beaucoup de chefs islamistes.

La vision du monde de l'église orthodoxe

La vision du monde de l'église orthodoxe diffère nettement de la philosophie occidentale du siècle des Lumières, qui insiste sur la laïcité, le capitalisme et la primauté de l'individu. Elle a encore des peurs résiduelles à propos de l'Occident similaires dans différents aspects les incertitudes des Musulmans d'aujourd'hui: des craintes du prosélytisme missionnaire occidental, la perception de la religion comme un vecteur clé pour la protection et la préservation de leurs propres communautés et culture, et une suspicion du caractère «corrompu» et impérial de l'Occident. En effet, dans un Moyen-Orient chrétien orthodoxe, Moscou aurait joui d'une influence spéciale, même aujourd'hui, comme le dernier centre important de l'Orthodoxie orientale. Le monde orthodoxe serait resté une arène géopolitique clé pour la rivalité Est-Ouest dans la guerre froide. Après tout, *Samuel Huntington*, a inclu le monde chrétien orthodoxe parmi les plusieurs civilisations impliquées dans le choc culturel avec l'Occident.

L'occupation US de l'Irak ne serait mieux accueillie si les Irakiens étaient des Chrétiens

Aujourd'hui, l'occupation US de l'Irak ne serait mieux accueillie si les Irakiens étaient des Chrétiens. Les Etats-Unis n'ont pas renversé *Saddam Hussein*, un chef profondément laïque et nationaliste, parce qu'il était musulman. D'autres peuples arabes auraient toujours soutenu les Arabes irakiens dans leur traumatisme de l'occupation. Nulle part les gens ne se réjouissent de l'occupation et la tuerie de leurs concitoyens aux mains des troupes étrangères. En effet, des groupes menacés par de telles forces externes s'efforcent toujours de trouver des idéologies appropriées pour glorifier leur lutte de résistance. La religion en est une.

Voilà donc le portrait imaginaire d'«un monde sans Islam». C'est un Moyen-Orient dominé par le christianisme orthodoxe oriental – une église historiquement et psychologiquement méfiante de, voire hostile à, l'Occident. Même déchiré par des différences importantes ethniques, voire sectaires, ce Moyen-Orient possède un sens aigu de conscience historique et de griefs contre l'Occident. Il a été envahi à plusieurs reprises par des armés impérialistes occidentaux; ses ressources pillées; ces frontières redessinées par des décrets occidentaux en conformité avec les différents intérêts de l'Occident; et des régimes installés accommodants aux dictats occidentaux. La Palestine brûlerait toujours. L'Iran serait toujours profondément nationaliste. Nous verrions toujours les Palestiniens résister contre les Juifs, les Tchétchènes résister contre les Russes, les Iraniens résister contre les Britanniques et les Américains, les Cachemiris résister contre les Indiens, les Tamiles résister contre les Cingalais au Sri Lanka, et les Uigurs et les Tibétains résister contre les Chinois. Le Moyen-Orient aurait toujours un modèle historique glorieux – le grande empire byzantin avec plus de 2000 ans d'histoire – avec lequel il s'identifierait comme un symbole historique et religieux. Ceci, à plusieurs égards, perpétuerait le fossé Est-Ouest. Ceci ne présente pas une image réconfortante et complètement pacifique.

L'Islam comme force culturelle et morale

Evidemment, il est absurde de prétendre que l'existence de l'Islam n'a pas eu d'impact indépendant sur le Moyen-Orient ou sur les relations Est-Ouest. L'Islam a fourni une force unificatrice d'un haut niveau à travers une large région. Comme une foi universelle, elle a créé une vaste civilisation qui partage des principes communs de philosophie, arts et société; une vision d'une vie morale; un sens de justice, jurisprudence et une bonne gouvernance – le tout dans une culture raffinée profondément enracinée. Comme une culture et une force morale, l'Islam a aidé à combler les différences ethniques entre les divers peuples musulmans, les encourageant à se sentir concernés comme une part d'un plus grand projet civilisationnel musulman. Rien que cela donne à ce projet un poids important. L'Islam a également affecté la géographie politique: S'il n'y avait pas eu d'Islam, les pays musulmans de l'Asie du Sud et du Sud-Est – notamment le Pakistan, le Bangladesh, la Malaisie et l'Indonésie – seraient aujourd'hui enracinés dans le monde hindou.

La civilisation islamique fournissait un idéal commun auquel tous les Musulmans pouvaient faire appel au nom de la résistance contre l'empiètement occidental. Même si cet appel échouait à arrêter la marée impériale occidentale, il a créé une mémoire culturelle d'un destin généralement partagé qui n'a pas disparu. Les Européens étaient capables de diviser et conquérir beaucoup de peuples africains, asiens et américains latins qui sont tombés séparément devant la puissance occidentale. Une résistance transnationale unie entre ces peuples, était difficile à atteindre dans l'absence de tout symbole commun ethnique ou culturel pour la résistance.

Pourquoi les Etats-Unis sont en train de se casser les dents sur le monde musulman

Dans un monde sans Islam, l'impérialisme occidental aurait trouvé la tache de diviser, conquérir et dominer le Moyen-Orient et l'Asie, bien plus facile. Il n'y aurait pas eu de mémoire culturelle collective d'humiliation et de défaite à travers une vaste région. Cela est la raison principale qui explique pourquoi les Etats-Unis sont en train de se casser les dents sur le monde musulman. Aujourd'hui, les intercommunications globales et les images satellitaires partagées ont créé une forte auto-

Suite page 6

«Qu'en est-il de ta conscience? Comment peux-tu agir de la sorte?»

Une lettre d'une Palestinienne chrétienne

Faten Mukarker, Palestinienne chrétienne, née à Bethléem, élevée en Allemagne, retourna en Palestine à l'âge de 20 ans pour s'y marier. Elle vit avec sa famille à Beit Jala, une localité proche de Bethléem. Elle vécut, avec son mari et ses quatre enfants en bas âge, les affres de la première Intifada et de la guerre du Golfe. Elle est écrivaine et se rend souvent en Allemagne pour présenter dans des conférences la situation de ses compatriotes.

En tant que Palestinienne de confession chrétienne, Madame Faten Mukarker présente dans ses conférences la vie prise entre les frontières religieuses et nationales. Elle raconte de façon approfondie et frappante la vie sous tension de tous les jours. Il s'agit par exemple de couvre-feu durant plusieurs semaines, mais aussi de rationnement d'eau dans un pays subtropical et ses conséquences. Elle met aussi le doigt sur la violence qui modifie le pays et les gens. Malgré cette violence et la terreur, qui dominent actuellement des deux côtés, elle voit, comme seule chance pour l'avenir de la région la volonté de paix et de réconciliation, devant venir des deux côtés.

Du temps où des touristes et des pèlerins venaient en Terre sainte, elle les invitait chez elle et leur parlait de la vie en Palestine. Mais depuis que les touristes ne viennent plus, c'est elle qui se rend en Allemagne pour s'adresser aux gens dans des communautés religieuses, des universités populaires, des académies, des écoles, et ailleurs, et leur parler de son pays.

Bibliographie: Faten Mukarker: *Leben zwischen Grenzen. Eine christliche Palästinenserin berichtet.* (Éditions Zeitzeugen); Karlsruhe: Editions Hans Thoma 1999

Source: http://arendt-art.de/deutsch/palestina/Stimmen_Palaestina/faten_mukarker_februar_2008.htm

(Traduction *Horizons et débats*)

Chers amis au loin

Notre terre est un bien familial depuis des générations. Les oliviers qui s'y trouvent furent plantés par nos aïeux. Ils se dressaient, fiers et vénérables, entre les rochers, survivant aux humains. Nous aimons nos arbres. Ils assurent notre survie. Nous sommes profondément enracinés avec eux. Ils nous donnent des olives et de l'huile et lorsque nous les taillons, nous pouvons avec les branches faire de magnifiques sculptures que les pèlerins aiment prendre avec eux en rentrant de Bethléem.

Un beau jour, vinrent des voisins. Une colonie juive s'installa.

Pour éviter une expropriation – selon la loi militaire israélienne, notre terre était classée comme friche et pouvait donc être expropriée en tout temps – nous avons construit avec beaucoup de peine des terrasses avec les pierres à disposition, les avons remplies de terre fertile et y avons planté des abricotiers, des pommiers, des grenadiers, des vignes, tout ce qu'il faut pour être heureux. Avec le temps, cette terre devint un merveilleux jardin, un vrai petit paradis.

Aussi fûmes-nous atterrés en apprenant de la part de l'administration militaire que le mur passerait au beau milieu de notre jardin. Ce jour arriva. Des pelles mécaniques, protégées par des soldats, arrachèrent nos arbres. Nous nous sommes mis, avec des amis et des voisins, devant ces pelles mécaniques. J'en appelais au commandant: «Qu'en est-il de ta conscience? Comment peux-tu agir de la sorte? Ne connais-tu pas le dicton: quand deux personnes se chamaillent et que l'une des deux est très agressive, alors l'autre lui pose la question: que t'ai-je fait? Est-ce que je t'ai arraché tes arbres? Car c'est là le plus grave de tous les actes d'agression. Si vous voulez protéger la colonie, construisez donc le mur là où il n'y a pas d'arbres.» Comme il ne réagissait pas, j'ai continué en disant: «Vois, j'ai élevé mes enfants de telle façon que nous puissions vivre en paix avec vous. Lorsqu'ils étaient encore très jeunes, je les ai envoyés dans une école de musique à Jérusalem-Ouest, ensemble avec des enfants juifs, car j'étais persuadée que la rencontre entre enfants juifs et palestiniens était importante. J'ai aussi placé ma fille dans une école de danse juive. Le professeur, une Roumaine d'un certain âge, était tout heureuse. ‹C'est la première fois que j'ai une fille palestinienne. Il est important d'apprendre à danser le ballet. C'est même vital.›

Vraiment vital? Je pensais plutôt au contact avec des enfants juifs et à une bonne tenue. Alors, cette femme retroussa la manche de sa blouse et me montra son avant-bras. Il s'y trouvait un long numéro tatoué. ‹J'ai dansé pour des soldats, c'est ce qui m'a sauvée.› J'en eus froid dans le dos et me dis: «Espérons que ma fille ne sera pas obligée, un jour, de danser pour une même raison. Mais si vous arrachez nos arbres et expropriez notre terre, alors tout aura été vain et mes enfants vous haïront.»

Il répondit, sans me regarder dans les yeux: «J'ai des ordres et je ne fais que mon travail.» Il se retourna et me laissa sur place. Je lui criais encore: «Je me souviens que, au cours de ton histoire, tu avais souhaité que jamais des soldats ne se soient exprimés ainsi.»

Il était douloureux de voir ces arbres déracinés.

Il était douloureux d'être chassé par les armes de notre petit paradis.

Il était douloureux de se trouver si démunis.

Salam
Faten Mukarker

Coresponsable dans la violation des droits de l'homme et du droit international

L'Allemagne devra-t-elle combattre aux côtés d'Israël lors de la prochaine guerre?

par Karl Müller, Allemagne

La chancelière allemande, *Angela Merkel,* s'est rendue avec une importante escorte en Israël pour les premières «consultations gouvernementales germano-israéliennes» et en a profité pour louer sans retenue, lors de son discours à la Knesset, les relations entre les deux pays et approuver entièrement la politique israélienne. Il y a eu toutefois des voix israéliennes, telle celle de *Tom Segev* dans le journal «Haaretz» du 19 mars, pour remarquer qu'Angela Merkel s'en prenait aux lancements de roquette Qassam par les Palestiniens, mais ne soufflait mot quant au comportement d'Israël: l'occupation depuis plus de 40 ans de Jérusalem-Est; le partage de la ville par un mur qui devrait tout de même rappeler celui de Berlin; les violations répétées des droits de l'homme en Cisjordanie; les bombardements de quartiers d'habitation à Gaza.

Angela Merkel s'est pliée au vocabulaire des Israéliens

Merkel a adopté le vocabulaire du premier ministre israélien *Olmert*. Elle a évoqué les «douloureuses concessions», qui devaient préparer la solution vers un pays à deux États, mais n'a pas dit mot au sujet de qui devait accepter ces concessions *et surtout s'est bien gardée bien de préciser ce qui est juste et injuste.*

Elle a rappelé, une fois de plus, les menaces du président iranien contre Israël, alors que même selon le journal «Süddeutsche Zeitung» du 15 mars il est avéré que les agences de presse occidentales ont déformé les propos du président iranien qui avait dit en réalité que «le régime d'occupation doit faire partie du passé.»

Initiatives communes pour l'«instruction au combat»

Dans les accords bilatéraux, entre l'Allemagne et Israël, conclus lors des consultations entre les deux gouvernements, il s'agit également d'une coopération dans le domaine de la politique militaire. Il y est question des «progrès constants, depuis les années quatre-vingt, de la coopération dans le domaine de la politique militaire et de sécurité» et de la «décision de renforcer l'instruction de combat et les échanges d'officiers d'états-majors des différentes hautes écoles militaires.» «L'échange d'aspirants officiers de l'armée de terre» doit «être étendu à la marine et à l'armée de l'air». Ainsi, l'Allemagne se rend complice des violations des droits de l'homme et du droit international, en se mettant militairement aux côtés d'Israël non seulement par ses livraisons d'armes (sous-marins pouvant être munis d'armes atomiques, etc.), mais par une véritable alliance.

D'aucuns prétendent que la chancelière allemande a, par son comportement, tenté de retenir Israël pour éviter un drame, soit une guerre contre l'Iran, car l'Allemagne n'a strictement aucun intérêt à une telle guerre. Reste à savoir si cette politique est le bon moyen pour éviter un conflit armé. On en doute. D'autant plus qu'on peut se demander si elle tient vraiment à la paix, puisque l'Allemagne mène des guerres par ailleurs depuis de nombreuses années, par-dessus la tête de sa population et contre la volonté de la majorité du peuple. Il semble plus plausible que le gouvernement allemand se mette du côté d'Israël en cas de guerre contre l'Iran, comme ce fut le cas lors de la campagne contre le Liban en 2006, et qu'il empêche, comme lors de cette guerre, toute solution pacifique, malgré les affirmations de vouloir «régler le problème par la voie diplomatique».

En quoi consiste la responsabilité de l'Allemagne?

Angela Merkel justifie sa politique du Moyen-Orient par sa responsabilité particulière envers Israël. Il est vrai que l'Allemagne a une grande responsabilité historique: elle doit veiller à empêcher que se répète une violation des droits de l'homme comme celle survenue sous le régime national-socialiste. Ce qui ne justifie pas son silence envers les violations répétées des droits de l'homme et du droit international de la part du gouvernement israélien. Se mettre sans conditions aux côtés d'un Etat et de sa politique ne peut et ne doit pas relever de la raison d'Etat allemande.

Il semble bien que la référence à la responsabilité historique n'est guère sérieuse. Il faudrait, pour cela, parler avec plus de conséquence, dans cette Allemagne, de la responsabilité historique de tout mettre en œuvre pour empêcher les guerres et de s'engager pour la paix et l'entente entre les peuples. Il faudrait surtout agir dans ce sens. Mais, pour l'instant, l'Allemagne en est bien loin. Même des Etats et des peuples qui ont eu à souffrir de l'agressivité allemande entre 1939 et 1945 (par exemple les Serbes) sont de nouveau dans la ligne de mire de la politique extérieure allemande.

C'est pourquoi, il faut bien se résigner à constater que tous les discours politiques à propos d'une responsabilité historique ne sont qu'un mensonge destiné à cacher la volonté de soutenir sans faille une politique de violence, voire d'y participer. C'est à cela qu'il faut s'opposer. •

Dans quelle mesure l'Allemagne est-elle souveraine?

km. Quelques-uns de nos lecteurs ont attiré notre attention, et nous leur en sommes reconnaissants, sur des erreurs à propos d'un communiqué du service d'information autrichien *inter-info* publié dans *Horizons et débats* les semaines dernières. En fait, il n'y a pas de document public prouvant qu'il y ait eu un traité d'Etat secret du 21 mai 1949, dans lequel les représentants allemands auraient, deux jours avant l'adoption de la Loi fondamentale, renoncé à la souveraineté du pays. Le fac-similé d'une lettre du service de renseignement fédéral de 1996, qui sert souvent de référence, est un faux. Il en va de même de l'affirmation qu'il y aurait un protocole additionnel au traité 2-plus-4 du 12 septembre 1990.

Il n'en reste pas moins vrai que la République fédérale allemande n'était pas véritablement souveraine, après le 23 mai 1949, comme le montrent nombreux accords et dispositions des alliés accessibles au public. De même, après la signature du traité 2-plus-4 du 12 septembre 1990 et suite à l'entrée de la RDA dans le champ d'application de la Loi fondamentale du 3 octobre 1990, les Etats de l'OTAN ont eu des droits spéciaux à l'intérieur de la République fédérale, ressortant du statut, révisé en 1993, des troupes de l'OTAN, datant de 1951, plus le protocole additionnel de 1959. Ces droits spéciaux pourraient, toutefois, être résiliés en tout temps dans un délai de deux ans.

Il n'en reste pas moins vrai non plus que l'Allemagne, et particulièrement ses «élites» politiques, militaires et autres, sont tellement engagées dans l'Union européenne, l'OTAN, et d'autres «liaisons» internationales, que la classe politique omet constamment la caractéristique essentielle du régime constitutionnel libéral et démocratique tel qu'il est défini par le Tribunal constitutionnel fédéral, soit la souveraineté du peuple.

Il manque ouvertement la volonté politique de respecter l'intention démocratique de la Loi fondamentale. •

Cinq ans de guerre et d'occupation en Irak

Débat public avec les juristes Karen Parker et Alfred de Zayas pendant la session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

thk. A l'occasion du 5e anniversaire de l'agression des USA et de l'UK contre l'Irak, l'organisation non gouvernementale (ONG) *International Education Development* par ensemble avec *l'Association internationale des avocats démocratiques* (AIAD), *l'Association of Humanitarian Lawyers* et d'autres organisations de la société civile, a organisé un débat public dans la salle XXIII du Palais des Nations à Genève, vis-à-vis de la salle d'assemblée du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Environs 40 personnes sont venues et ont discuté de la responsabilité du monde envers les victimes irakiennes.

Karen Parker, avocate aux Etats-Unis et experte en droit international a parlé des conséquences de l'invasion des USA et de l'occupation de l'Irak, surtout de la catastrophe humanitaire et des pertes énormes de vies humaines dues à la guerre. L'utilisation d'armes chimiques, au phosphore et à l'uranium appauvri a contaminé le pays pour une durée illimitée. Le taux d'enfants morts est de 150 % plus élevé qu'en 1980, le nombre de bébés nés mal formés et de déformations génétiques a augmenté énormément. Un film sur la terreur de la destruction américaine à Falloudja en octobre/novembre 2004 a été montré. Dans des interviews, un soldat américain et plusieurs journalistes italiens ont parlé des souffrances presque inimaginables de la population civile. Plusieurs rapports de l'ONU étaient à disposition, entre autres le rapport d'un expert de l'ONU, *Sik Yuen* sur les armes de destruction massive (E/CN.4/Sub.2/2003/35).

Karen Parker a démontré pourquoi l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri et de bombes à sous-munitions était un crime de guerre et pourquoi l'utilisation de ces armes allait à l'encontre de toutes les conventions. Elle a nommé quatre points importants: L'utilisation ne peut pas être limitée géographiquement et la munition à l'uranium appauvri n'est, de par sa période de demi-vie de 4,5 milliards d'années, pas limitée dans le temps aux événements de la guerre et irradie les hommes et la nature pour un temps illimité. De même, les bombes à sous-munitions peuvent encore tuer et mutiler des hommes après des décennies. Les munitions à l'uranium appauvri et à sous-munitions ne sont pas discriminatoires, c'est-à-dire elles ne distinguent pas entre civils et combattants. Les graves conséquences humanitaires de ces munitions ne sont en aucune manière appropriées aux objectifs militaires légitimes. La munition à l'uranium appauvri et la munition à sous-munitions laissent derrière elles des blessures atroces et des souffrances inutiles. Pour ces raisons, les bombes à sous-munitions et surtout la munition à l'uranium appauvri sont illégales au plus haut degré et leur utilisation est un crime de guerre.

Alfred de Zayas, spécialiste américain en droit international et ancien haut fonctionnaire de l'ONU a attiré l'attention sur les normes du droit international qui devraient déterminer la situation en Irak. D'abord il faut souligner que la guerre a eu lieu à l'encontre du droit international (comme l'ancien secrétaire général de l'ONU *Kofi Annan* l'a constaté plusieurs fois) et l'occupation est donc également illégale, par conséquent le gouvernement actuel n'a pas de légitimité démocratique. De plus l'attaque US-UK représente un crime d'agression dans le sens de la résolution 3314 de l'Assemblée générale de l'ONU. Le professeur de Zayas cite la *Convention (IV) de la Haye* et la *Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*. Il faut souligner que ces conventions offrent une protection supplémentaire aux victimes. Au-delà, tous les hommes ont droit à la protection des normes générales du droit international – entre autres au *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (article 6, le droit à la vie) et au *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (article 12, le droit à la santé).

De nouvelles armes telles que les armes à l'uranium appauvri, utilisées par tonnes en Irak par les Alliés sont sans aucun doute illégales et leur utilisation représente un crime contre l'humanité, d'où résulte une responsabilité personnelle des soldats et des politiciens. Dans ce contexte, de Zayas s'est référé au *Statut de Rome* et à la fondation de la *Cour pénale internationale* (International Criminal Court ICC). Les Etats-Unis ont bien essayé d'empêcher le jugement de leur propres crimes par l'ICC avec des accords bilatéraux, ce qui ne pouvait bien sûr pas réussir sur le plan juridique, car de tels accords bilatéraux enfreignent une série d'autres accords et sont à l'encontre du mot et de l'esprit du Statut de Rome (voir l'article 18 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*).

L'utilisation d'armes à l'uranium appauvri en Irak et en Afghanistan représente sans aucun doute un crime de guerre (art. 8 du Statut de Rome) et des crimes contre l'humanité (art. 7). D'après les jugements du Tribunal pénal international pour l'Ex-Yougoslavie et de la Cour pénale internationale (La Bosnie contre la Serbie) plusieurs massacres en Irak et en Afghanistan peuvent même être sanctionnés selon l'article 2 de la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*.

Il est décisif que les médias publient plus d'informations sur l'Irak et l'Afghanistan et que la société civile en tire les conséquences justes. Cela ne doit plus être du «business as usual» quand les gens en Irak et en Afghanistan continuent d'être massacrés. En nous taisant, nous nous rendons complices.

Karen Parker a clos la discussion avec l'appel à se montrer solidaire avec les peuples irakien et afghan. Nous devons exiger de nos gouvernements, élus démocratiquement, que les massacres et l'occupation de ces pays prennent fin. Il est triste que malgré des manifestations honnêtes contre la guerre dans des centaines de villes dans le monde, les leaders «démocratiques» des Etats-Unis et de Grande Bretagne soient partis en guerre pour apporter la mort et la destruction. Et tout cela seulement à cause des intérêts géopolitiques et de la politique énergétique.

Diverses voix du public se sont montrées solidaires avec les peuples éprouvés de l'Afghanistan et de l'Irak. C'était clair pour tout le monde qu'il faut entreprendre quelque chose et que la société civile joue un rôle important. Dans les démocraties occidentales ce sont les gens qui élisent leur gouvernement. C'est donc aux électeurs qu'incombe d'amener les gouvernements à réviser leur façon de penser ou bien de les destituer. •

«Des alternatives à la guerre et à l'occupation»

Conférence internationale sur l'Irak à Berlin du 7 au 9 mars 2008

Déclaration finale des organisateurs et des intervenants

hd. A Berlin environ 300 participants ont suivi les conférences et les contributions lors de débats publics de plus de 30 experts qui ont fait le bilan après cinq ans d'occupation. Les initiateurs de cette manifestation, Joachim Guilliard et Annette Schiffmann, ont réussi ce week-end-là à rassembler un choix excellent d'intervenants. Des spécialistes en droit international, des journalistes, des témoins contemporains, des politiciens, des sociologues, des Irakiens en exil, parmi eux Eckart Spoo, Les Roberts, Albert Stahel, Hans von Sponeck, l'épouse du membre du congrès Dennis Kuchinich, Norman Peach, l'ancien ambassadeur de l'Irak à l'ONU Sa'eed Hasan al-Musawi, Haifa Zangana et Frieder Wagner, ont souligné qu'une fin immédiate de l'occupation était absolument nécessaire et qu'elle était également exigée par la population. Il est souhaitable que la conférence trouve une large résonance et que d'autres manifestations de ce genre aient lieu à d'autres endroits. Ainsi les citoyens pourront s'informer de première main et prendre le chemin de la paix, indépendamment et loin des intérêts des grandes puissances.

Nous publions ci-dessous le texte intégral de la déclaration finale des organisateurs et des intervenants de la conférence de Berlin du 9 mars.

Le 20 mars marque cinq ans écoulés depuis l'agression de l'Irak par les USA. Le bilan de ces cinq ans de guerre et d'occupation est désastreux. Plus d'un million d'Irakiennes et d'Irakiens sont probablement déjà morts des conséquences de la guerre et plus de quatre millions, presque un sixième de la population est en fuite. L'agression menée par les USA a donc conduit, après les guerres au Congo, à la plus grande catastrophe humanitaire des dernières décennies.

Le grand mouvement mondial contre la guerre a eu raison de triste manière. La justification d'origine de cette guerre, selon le Tribunal administratif de la République Fédérale d'Allemagne, clairement en infraction contre le droit international, s'est vite avérée complètement mensongère. L'objectif livré après coup de la démocratisation passe au second plan, tout comme les armes de destruction massive. Maintenant le gouvernement des Etats-Unis ne parle plus que du combat décisif contre «al-Qaïda» – des forces qui n'existaient pas en Irak avant l'invasion et qui ne pourraient pas être invoquées sans l'occupation.

Après le début de la guerre les protestations sont restées relativement faibles, malgré la catastrophe qui se dessinait de plus en plus clairement. Manifestement, les images et les reportages journaliers de l'Irak n'amènent qu'à une chose: à un sentiment d'impuissance.

Les reportages des médias se concentrent exclusivement sur les conflits entre des forces irakiennes, le fléau des milices, la violence motivée par la religion et les attaques terroristes. La violence exercée par les troupes des Etats-Unis disparaît complètement à l'arrière-plan. Les occupants apparaissent même comme des forces qui tentent désespérément d'apporter un peu de paix et de stabilité dans ce pays déchiré.

Cette image loin de la réalité a été corrigée pendant ces trois jours de conférence par les rapports et les analyses de concernés et de témoins oculaires, de vétérans de la guerre d'Irak, de scientifiques et de journalistes dans les points les plus importants. La responsabilité centrale du pouvoir des occupants n'a pas seulement été prouvée pour les conditions de vie en général mais aussi pour la violence qui règne dans une grande partie de l'Irak. Les forces dominantes du gouvernement irakien, investi par les Etats-Unis, aggravent également le cercle vicieux de la violence et de la contre-violence, pour tirer profit de la polarisation de la société. Leurs dirigeants politiques deviennent de plus en plus des «warlords».

On a également corrigé l'opinion très simplifiée d'après laquelle le pays serait à partager essentiellement entre les trois groupes opposés: les Kurdes dans le Nord, les Sunnites au centre et les Chiites dans le Sud. La situation qui ressemble à une guerre civile a été provoquée par les forces d'occupation en réarmant des groupes et des partis ethniques sectaires et en les soutenant les uns contre les autres, et l'armement actuel des milices de tribus a continué à attiser la situation.

L'opinion largement répandue a également été corrigée que la phase d'agression contraire au droit international serait maintenant passée et qu'il n'y aurait maintenant plus d'alternative à la présence à long terme des troupes étrangères.

La continuation de l'occupation ne fait qu'empirer la situation. La politique, aussi soutenue par le gouvernement fédéral allemand, de renforcer un gouvernement et d'augmenter les «forces de sécurité» qui sont co-responsables de la sale guerre actuelle ne peut également pas contribuer à une baisse de la violence. Elle renforce exactement le processus qu'elle prétend empêcher.

Seul un calendrier pour le retrait de toutes les forces d'occupation, civiles et militaires, libèrera le chemin pour des négociations avec l'implication de tous les acteurs irakiens importants, c'est-à-dire également avec la résistance nationale irakienne. La direction du processus de stabilisation et de la reconstruction qui s'ensuit doit être dans les mains des Irakiens. Il a cependant besoin de beaucoup de soutien international.

Ce sont surtout les Etats-Unis et leurs alliés qui ont le devoir de réparer les dommages qu'ils ont causés. L'opposition irakienne exige des Etats-Unis et de la Grande Bretagne 70 milliards de dollars pour les premier six mois de la période de transition. Ce serait beaucoup moins que ce que les deux Etats dépenseraient pendant ce temps pour la guerre.

Des troupes de paix d'Etats neutres seront nécessaires, en accord avec les forces irakiennes, pour endiguer la violence dans des points chauds comme à Kirkuk.

L'ONU aura un rôle important à jouer, elle devra modérer le processus politique et coordonner l'aide. A l'encontre de la politique des derniers 18 ans elle devra toutefois garder la stricte neutralité et pouvoir exercer sa mission sans l'immixtion d'Etats individuels, surtout des anciennes forces d'occupation.

Le Conseil de sécurité de l'ONU ne devrait dorénavant plus accorder de prolongation du mandat d'occupation pour des troupes américaines et autres troupes étrangères.

La «guerre contre le terrorisme» a dévasté deux pays et déstabilisé une région du monde. A cause de la politique agressive des Etats-Unis et de l'UE contre l'Iran, et leur soutien sans réserve de l'action brutale et à l'encontre du droit international d'Israël contre les Palestiniens, la situation risque d'empirer dans le Proche et Moyen-Orient.

L'ère de Bush touche à sa fin mais il ne faut pas s'arrêter à un changement de personne. Nous avons un besoin urgent d'un changement de cap fondamental, aux Etats-Unis ainsi que dans les autres Etats-membres de l'OTAN.

L'Allemagne peut faire des pas décisifs avec le retrait immédiat de la Bundeswehr de l'Afghanistan et l'arrêt de tout soutien pour la guerre et l'occupation en Irak. Il faut surtout immédiatement interdire aux USA l'utilisation de camps militaires, aéroports et ports nautiques pour la guerre au Moyen-Orient. •

Les contributions de la conférence sont à lire sous *www.irakkonferenz2008.de*

Source: *Abschlusserklärung der Organisatoren und Referenten,* Berlin, 9/3/08

(Traduction *Horizons et débats)*

Scientifiques contre la guerre: un comité italien courageux s'engage en faveur de la paix

bha. Quand des scientifiques, avec toutes leurs connaissances et leurs moyens, se consacrent uniquement à la guerre, quand ils inventent des armes de plus en plus sophistiquées et destructrices, quand les universités les honorent et que la plus grande partie du budget de l'Etat va à la recherche sur la guerre et les instruments de destruction, l'humanité se prépare un avenir fait de souffrances infinies. C'est ce qui se passe depuis de nombreuses années. Les armes deviennent de plus en plus précises et effrayantes, et leurs effets prennent de plus en plus d'ampleur. Des pays entiers sont soumis à la machine de guerre, sans espoir d'être libérés de son fardeau. L'Alliance militaire anéantit à la perfection. Elle ne détruit pas seulement les vies d'aujourd'hui mais celles de demain en s'attaquant au patrimoine génétique. Elle fait table rase, tuant ses propres enfants.

Mais il existe également des scientifiques qui font tout le contraire. Un groupe italien de scientifiques – le Comitato scienziate et scienziati contro la guerra – a publié, en 2001 déjà, un document sur la guerre des Balkans consacré aux conséquences sanitaires et environnementales de l'usage d'armes radioactives. Ces femmes et ces hommes ont tenté d'évaluer les dommages causés par les radiations aux populations des Balkans. Ils apportent des preuves si évidentes et convaincantes qu'en 2001 déjà, on n'aurait pas eu besoin d'autres preuves pour faire interdire immédiatement ces armes par le droit international. Le monde entier aurait dû pousser un cri, l'ONU aurait dû réagir, l'OTAN aurait dû cesser immédiatement d'utiliser ces armes. Or c'est le contraire qui s'est passé.

Nous reproduisons ci-après des extraits du rapport des scientifiques italiens qui prouvent que l'Alliance militaire, et avec elle tous les gouvernements européens, savaient parfaitement ce qui se passait sous couvert d'«actions humanitaires» et qu'aucun des traités de droit international à ce sujet n'était respecté.

Quelques thèses et faits concernant l'uranium appauvri (UA), son emploi dans les Balkans et ses effets sur la santé des militaires et des populations [extraits]

par M. Cristaldi, A. Di Fazio, C. Pona, A. Tarozzi, M. Zuchetti du «Comitato Scienziate e Scienziati contro la guerra», 9 janvier 2001

[…] Bien que des accords internationaux l'interdisent, on sait que l'UA est utilisé depuis 10 ans sur les théâtres d'opérations militaires.

Nous constatons que les autorités politiques et militaires ne pouvaient pas ignorer l'utilisation d'armes à l'UA au cours de la dernière décennie. En outre, il est faux de prétendre que ces armes ne sont pas interdites par le droit international.

Partons de ce dernier point. Le problème des armes à l'UA a également été abordé au sein de l'ONU. Lors de sa 48e session du 30 août 1996, la *Sous-commission pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités* a adopté une Résolution[1] concernant l'UA. Selon le communiqué de presse du 4 septembre 1996, «les armes de destruction massive et, en particulier, les armes nucléaires, ne devraient jouer aucun rôle dans les relations internationales et devraient par conséquent être éliminées;» […] Tous les Etats «doivent être guidés dans leur politique nationale par la nécessité de mettre un frein à la production et à la prolifération des armes de destruction massive ou frappant sans discrimination, en particulier les armes nucléaires, les armes chimiques, les bombes fuel-air, le napalm, les bombes à fragmentation, les armes biologiques et celles qui contiennent de l'uranium appauvri.»

La dangerosité évidente de l'UA est connue de l'opinion publique et des milieux militaires depuis plus de 20 ans. Nous citons ci-dessous quelques-unes des nombreuses sources provenant des Etats-Unis et des milieux militaires.

Dans un rapport de 1979, l'*US Army Mobility Equipment Research & Development Command* était d'avis que l'usage de munitions à l'UA représentait un danger «non seulement pour les personnes situées à proximité immédiate, mais pour celles situées à distance sous le vent: […] Les particules […] se déposent très rapidement dans le tissu pulmonaire et exposent les personnes contaminées à une dose de rayonnement alpha de plus en plus toxique qui peut déclencher un cancer et d'autres maladies mortelles.» Cette affirmation n'émane certainement pas de ceux qui voulaient interdire ces armes.

Il se trouve qu'on ne manque pas de rapports provenant de sources gouvernementales américaines sur les mesures de prévention à prendre en cas d'utilisation de ces armes. Selon un rapport des *Los Alamos National Laboratories,*[2] «les centres d'essais de bombes à l'UE d'Aberdeen et de Yuma [dans les déserts américains où ces bombes ont été testées dans les années 1970 et au début des années 1980] ne pourront pas être peuplés par des hommes avant qu'ils aient été décontaminés.» On se demande ici notamment comment on peut justifier la présence à long terme de soldats dans des zones contaminées par l'UA, sans parler de la population civile qui vit dans ces zones ou essaient de le faire.

L'*Armed Forces Radiobiology Research Institute* (Maryland, USA) a publié une étude intitulée «Health Effects of Depleted Uranium»[3] qui conclut que l'UA est cancérogène et augmente la mutagénité [tendance à provoquer des mutations génétiques] et que d'autres études devraient être menées sur la question.

En 1987, l'armée américaine a publié des instructions concernant la manutention des armes à l'UA et des véhicules contaminés. En juin 1990, un rapport de la *Science Application International Corporation* (USA) destiné à l'armée américaine confirmait le fait que parmi les effets à long terme de faibles doses d'UA on comptait des cancers, des pathologies rénales et des défauts génétiques. Depuis septembre 1990, l'Armée américaine publie un bulletin (*Department of the US Army Technical Bulletin, Guidelines for safe response to handling, storage and transportation accidents involving army tank munitions or armour which contain depleted uranium* (Directives sur la manière de réagir en toute sécurité aux accidents de manutention, de stockage et de transport de munitions de blindés ou de blindages contenant de l'UA) qui informe les soldats entrant en contact avec l'UA sur les dangers de ce dernier.

Tout le monde sait que de grandes quantités d'armes à l'UA ont été utilisées pendant la première guerre du Golfe et nous n'y reviendrons pas. Après l'apparition du syndrome de la guerre du Golfe, l'Association des anciens combattants a réclamé des enquêtes sur le problème de l'UA et les a d'ailleurs obtenues. Ainsi, une commission d'enquête américaine (qui a mené ses travaux en 1995-96) a publié un rapport officiel intitulé «Presidential Advisory Committee on Gulf War Veterans' Illness Final Report». Nous reviendrons sur la question du syndrome de la guerre du Golfe et de la guerre des Balkans.

L'utilisation d'armes à l'UA lors du bombardement de la Bosnie par l'OTAN et les Nations Unies en 1995 est également bien connue et le Pentagone reconnaît ce fait non seulement dans une interview récemment parue[4] mais également dans des communiqués officiels de l'époque, tels ceux de novembre 1995 (Fiche d'information sur l'opération «Deliberate Force» en Bosnie entre le 29 août et le 14 septembre 1995[5]).

D'autre part, l'Armée américaine était tout à fait consciente, en Bosnie, des dangers de l'UA car elle était munie des appareils de mesure adéquats[6].

Nos soldats qui ont contracté des leucémies étaient engagés en Bosnie où les bombardements ont eu lieu entre la fin d'août et le début de septembre 1995. Les avions A-10 ont certainement tiré plus de 10 000 munitions à l'UA. En ce qui concerne les bombardements de Bosnie, les Forces armées n'ont jamais, à l'exception de quelques épisodes isolés[7], reconnu avoir utilisé des missiles de croisière Tomahawk ni précisé s'ils contenaient de l'UA. Toutefois il n'est sans doute pas exagéré de supposer que ces munitions contenaient une quantité importante d'UA destinée à en renforcer la force de frappe et à stabiliser le vol. On évalue la quantité d'UA entre 20 et 100 kilos. Cela alourdirait le bilan de l'UA utilisé en Bosnie.[8]

L'utilisation d'armes à l'UA en Bosnie a, en mai 1998 déjà, fait l'objet d'une plainte auprès du Tribunal international de la Haye contre les crimes de guerre en Yougoslavie.[9]

Finalement, on observe généralement que les porte-parole officiels du Pentagone et d'institutions analogues dissimulent sous un flot de paroles ce que les rapports officiels de leurs propres institutions disent des dangers de l'UA. Qu'on lise par exemple le rapport rédigé à la demande du Congrès américain par l'*Army Environmental Policy Institute* qui confirme sans ambiguïté les dangers aussi bien chimiques que radiologiques de l'UA.[10]

Il existe une énorme quantité de documents sur l'utilisation et les dangers de l'UA. C'est volontairement que nous renonçons à citer ceux qui ne sont pas de source américaine ou militaire, afin d'éviter des doutes. En ce qui concerne la diffusion des informations sur l'UA et la possibilité de porter plainte, nous renvoyons à l'ouvrage «The Metal of Dishonor» d'Helen Caldicott, International Action Centre) qui a été publié à New York.

Au vu de ce qui précède, il apparaît très curieux de prétendre que notre armée et notre gouvernement ignorait tout de l'usage des armes à l'UA et de leurs dangers.

Malheureusement, l'usage stratégique de l'UA est intéressant non seulement parce qu'étant un déchet des processus d'appauvrissement et de transformation de l'uranium, il est présent en grandes quantités et qu'il s'agit d'une matière première quasi gratuite. Grâce à sa maniabilité (contrairement à beaucoup de transuraniens) qui fait que l'utilisateur échappe pratiquement à ses dangers primaires alors que les cibles et la population sont contaminés à longue échéance, il constitue une puissante arme de chantage contre des troupes et/ou la population d'une région donnée qui subira par la suite une constante pression économique, accompagnée de l'imposition d'un embargo. A cet égard, l'exemple de l'Irak est instructif. Le fait de dissimuler les dangers de l'UA n'est rien d'autre que la rétention d'informations correctes qui risqueraient de compromettre un volume d'affaires beaucoup plus important que les intérêts immédiats du marché.

A propos, la législation américaine en matière de protection radiologique n'est pas indulgente à l'égard de ceux qui utilisent de l'uranium et fabriquent ces munitions. En 1988, les *National Lead Industries*, dans l'Etat de New York, ont été fermées à la suite de retombées dépassant les valeurs-limites et une pollution atmosphérique excessive. En ce qui concerne les retombées, il ne s'agissait «que» de 5,5 MBq, ce qui correspond à la radioactivité de 375 g d'UA c'est-à-dire d'une seule des 31 000 munitions qui, aux dires de l'OTAN, ont été tirées au Kosovo.

La législation italienne[11] mentionne elle aussi expressément l'UA et le range parmi les nucléides radioactifs, dans le groupe «à faible radiotoxicité». Nous savons maintenant que tout dépend de la quantité, de la concentration, du mode et de la durée d'exposition. En particulier la même législation stipule, à propos du nucléide U 238, que la loi s'applique dès que la radioactivité totale du matériel dépasse 104 Bq et que l'activité spécifique dépasse 1 Bq/g. En ce qui concerne l'activité spécifique de l'UA, moins d'un gramme – par exemple un éclat minuscule de munition à l'UE – suffirait pour que l'on entre dans le champ d'application de la législation italienne sur la protection radiologique. […] •

Source: *Alcune tesi e fatti sull'uranio impoverito (DU), sul suo uso nei Balcani, sulle conseguenze sulla salute di militari e popolazione* (http://web.peacelink.it/tematiche/disarmo/u238/documenti/uranio-impoverito.html)

(Traduction *Horizons et débats)*

1 *http://prop1.org/2000/du/resource/000310un.htm*

2 UN Press Release HR/CN/755 vom 4.9.1996. Zu finden unter: *www.unhchr.ch/Huridocda/Huridœtwansf/0811fcbd0b9f6bd58025667300306dea/887c730868a70a758025665700548a00*

3 M. H. Ebinger et al. *Long-Term Fate Of Depleted Uranium At Aberdeen And Yuma Proving Grounds Final Report, Phase I: Geochemical Transport And Modeling,* LA-117 90-MS, DE90 012660 (1990), Los Alamos National Laboratory, New Mexico 87545, USA.

4 *www.ngwrc.org/dulink/afrri_briefing.htm*

5 *www.defenselink.mil/news/Jan2001/t01042001_t0104asd.html*

6 *www.chinfo.navy.mil/navpalib/intl/bosnia/delibfor.txt, www.afsouth.nato.int/FACTSHEETS/DeliberateForceFactSheet.htm*

7 Environmental Exposure Report (31/07/1998), Depleted Uranium in the Gulf. Zu finden unter: *www.gulflink.osd.mil/du/du_sec05.htm*

8 Communiqué de l'US Navy: 13 Tomahawk contre la Bosnie (13/9/95) cf. *www.chinfo.navy.mil/navpalib/bosnia/adriat07.html*

9 En ce qui concerne les missiles de croisière, les «cartes» fournies par l'OTAN (lesquelles ne mentionnent que les zones qui ont été bombardées par des A-10), ne permettent pas de savoir si et dans quelle mesure ces missiles ont été utilisés contre le territoire bosniaque. Cela, ajouté au fait que l'OTAN a reconnu à plusieurs reprises ne plus savoir quelle quantité de munitions a été tirée, fait douter que le nombre de 31000 munitions reconnu par l'OTAN corresponde à la réalité.

10 «Health and Environmental Consequences of Depleted Uranium Use in the US Army: Technical Report», US Army Environmental Policy Institute, June 1995 (www.fas.org/man/dod-10/sys/land/docs/techreport.html). On trouvera une analyse du rapport dans l'article de D. Bernstein «Pentagon Document scores risks of DU used in Gulf War and Bosnia», Pacific News Service (http://flashpoints.net/pentagondocjinn.html)

11 DL 17 Marzo 1995, n. 230, pubblicato sul Supplemento Ordinario alla GU n. 136 del 13 Giugno 1995, Serie Generale, con le successive integrazioni dei *Decreti Legislativi* 27/5/2000 per l'attuazione delle direttive 96/29/EURATOM e 97/43/EURATOM.

Dossier d'Horizons et débats sur les armes à l'uranium

En 2006 et 2007, *Horizons et débats* a publié de nombreux articles et documents sur les dangers des armes à l'uranium pour les hommes et l'environnement. Récemment, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une large majorité une Résolution demandant aux différents pays de prendre position sur la question de ces armes. Notre journal souhaite faire tout ce qui est en son pouvoir pour que l'on cesse immédiatement de les utiliser et que les autorités politiques et militaires cessent de se taire ou de minimiser leurs dangers de manière irresponsable. Il faut informer un large public.

C'est pourquoi nous avons constitué un épais dossier contenant des textes fondamentaux de chercheurs et de praticiens tels que *Siegwart-Horst Günther, Doug Rokke, Asaf Durakovic, Rosalie Bertell, Doug Westermann, Tedd Weyman, Inge Schmitz-Feuerhake* et *Frieder Wagner.*

Moyennant une contribution financière, vous pourrez obtenir ce dossier auprès de:
Horizons et débats
Case postale 729
CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: *hd@zeit-fragen.ch*

HarmoS n'apporte pas d'harmonisation

rk. Derrière le projet des directeurs cantonaux de l'instruction publique se cache l'intention de miner la souveraineté des cantons en matière d'école primaire. Ils veulent mettre sous tutelle les citoyennes et les citoyens. Un concordat a été établi qui oblige les cantons à adopter un système scolaire dirigé de façon centralisée sans prendre l'avis de la population. «Les directrices et directeurs de l'instruction publique ont adopté à l'unanimité lors de leur assemblée plénière du 14 juin 2007, un accord intercantonal sur l'harmonisation de l'école obligatoire. Ce concordat est désormais soumis à la ratification des cantons et entrera en vigueur dès que 10 cantons au moins y auront adhéré. A la suite de l'adoption des articles constitutionnels sur l'éducation le 21 mai 2006 par le peuple et les cantons, le nouvel accord actualise et harmonise les principaux paramètres de l'école obligatoire (dont certains étaient définis jusqu'ici dans l'article 2 du concordat scolaire de 1970) et introduit des instruments de pilotage et des dispositions relatives à l'organisation de la journée scolaire.» (Communiqué de la CDIP)

Les cantons essayent maintenant d'amender leur législation dans la mesure du possible «à huis clos». Voici ce que le canton de Zurich propose:

«Le Conseil d'Etat demande au Grand Conseil d'approuver la loi concernant l'adhésion au concordat intercantonal *HarmoS* sur l'harmonisation de l'école obligatoire. Ses conséquences sur le canton de Zurich sont insignifiantes car la loi sur l'école primaire répond déjà à l'essentiel des points du concordat. Seul le déplacement de la date d'entrée à l'école au 31 juillet nécessitera des adaptations.» (Communiqué de novembre 2007)

Voilà pour la version officielle. Mais le fait est que les cantons cèdent de plus en plus de compétences à Berne et qu'ils deviennent ainsi des organes d'exécution des conférences fédérales autoproclamées. Comme la question scolaire est étroitement liée à la transmission de valeurs et à l'éducation, nous ne pouvons pas rester indifférents quand nous voyons que le centralisme s'accentue et que l'Etat s'approprie les enfants à un moment où ils doivent être à la maison. Ce sont les dictatures qui monopolisent l'éducation. Dans les démocraties, elle reste l'affaire de la famille.

Selon la version officielle, l'harmonisation doit faciliter le changement d'école d'un canton à l'autre. Mais ce n'est que la moitié de la vérité. L'avancement de la date d'entrée à l'école, l'uniformisation des méthodes d'enseignement, les systèmes de contrôle etc. ont pour but de standardiser l'école primaire et cette standardisation doit permettre à l'école de devenir un «produit du marché globalisé». Cela va tout à fait dans le sens des accords de l'OMC sur la libéralisation des services (L'AGCS – Accord général sur le commerce des services –, qui comprend entre autres l'éducation, a été signé par la Suisse).

Ce qui est gênant, c'est la disposition selon laquelle *HarmoS* sera introduit dans toute la Suisse dès que 10 cantons au moins y auront adhéré. Jusqu'à présent la Suisse ne connaissait que la majorité du peuple et des cantons et non la majorité arbitraire!

Nous pouvons encore changer les choses: Les cantons de Lucerne et de Thurgovie ont réussi à lancer un référendum. Maintenant il faut que d'autres cantons leur emboîtent le pas. Nous devons agir afin de mettre un terme à la centralisation de notre école primaire. •

(photo reuters)

Les paysans et les ouvriers résistent

Bien haut, mais pacifiquement plus de 5000 personnes ont manifesté, le 19 mars, à Berne, contre les projets visant à redimensionner CFF-Cargo. Il y avait de nombreuses femmes, des enfants et personnes âgées qui ont témoigné leur solidarité avec les syndicats, venus par trains spéciaux en provenance du Tessin. Les familles des ouvriers habitant à Bellinzone connaissent très bien les raisons pour lesquelles ils entrent dans une «insurrection populaire». Des chœurs des manifestants criaient «vergogna» (honte!) en direction du Palais fédéral. Il en va, pour eux, de bien devantage que la perte des emplois. Ils sont d'avis que le Tessin, ce n'est pas seulement un Boccalino, la chambre ensoleillée, un endroit pour les touristes, mais ils y travaillent et ils y vivent. Ils sont d'avis que le Tessin, c'est la région où ils sont profondément enracinés, où ils se sont ancrés par leurs traditions et où ils entendent vivre dans l'avenir.

Une Conseillère nationale tessinoise a rappelé que leurs aïeuls avaient gagné leur vie aux chantiers des CFF et qu'ils n'avaient pas été obligés d'émigrer – contrairement à leurs ancêtres. Les générations suivantes ont ainsi pu apprendre une profession lucrative ou faire des études et se bâtir une existence assurée au Tessin. Est-ce qu'il est prévu de sacrifier leur existence à une privatisation partielle? Maintenant on demande que CFF-Cargo soit soumis – et cela au détriment de la communauté – aux lois de la rentabilité et du profit pour pouvoir en reprendre le contrôle, tout à fait selon la devise «les pertes pour l'Etat, les gains et les profits pour les rapaces».

La conseillère fédérale, Mme *Leuthard*, a exigé que les employés de CFF-Cargo mettent fin à leur grève tout de suite. Une tendance anti-sociale qui se fait jour également chez les producteurs du blé. Le même jour, environ 400 producteurs de froment ont défilé devant l'*Office fédéral de l'Agriculture (BLW)* pour donner libre cours à leur colère. Ils voulaient s'assurer l'oreille de Berne à cause du démantèlement rampant de la protection des frontières concernant le blé requis pour la production du pain. On raconte comme un conte de fée aux consommateurs que les prix des vivres vont diminuer. L'*Association Suisse des Paysans* (ASP), elle, part de la thèse que les revenus agricoles, conséquemment à une convention de libre-échange, seraient diminués de moitié.

Le principe du Cassis-de-Dijon, pour lequel la conseillère fédérale Leuthard fait la publicité, ruinera notre production alimentaire, et nous serons encore plus dépendants du marché mondial. Ce processus aura aussi des effets désastreux pour les générations à venir.

Ursula Felber

«C'est l'impérialisme occidental ...»
suite de la page 2

conscience parmi les Musulmans et un sens d'un plus grand siège impérial occidental contre une culture islamique partagée. Ce siège ne concerne pas la modernité; il concerne la quête occidentale incessante pour la domination de l'espace stratégique, les ressources et même la culture du monde musulman – le trajet pour créer un Moyen-Orient «pro-américain». Malheureusement, les Etats-Unis supposent naïvement que l'Islam est tout ce qui se met sur son chemin menant au prix à gagner.

Mais qu'en est-il du terrorisme – la question la plus urgente que l'Occident associe presque immédiatement avec l'Islam aujourd'hui? Dans une nette franchise, le 11-Septembre, aurait-il eu lieu sans l'Islam? Si les griefs du Moyen-Orient, enracinés dans des années de colère émotionnelle et politique contre les actions et la politique US, avaient été enveloppés dans une autre bannière, est-ce que le résultat serait largement différent? Encore, il est important de se rappeler combien facilement la religion peut-elle être invoquée même si d'autres rancunes de longue date sont à blâmer. Le 11-Septembre 2001 n'était pas le début de l'histoire. Pour les pirates de l'air d'al-Qaïda l'Islam jouait le rôle d'une loupe dans le soleil, rassemblant ces griefs collectifs répandus et partagés, et les concentrant dans un rayon intense, un moment de clarté de l'action envers un envahisseur étranger. […]

Si l'Islam déteste «la modernité», pourquoi aurait-il attendu jusqu'au 11-Septembre pour lancer ces attaques? Et pourquoi des penseurs islamiques majeurs au début du XXe siècle parlèrent-ils du besoin d'adopter la modernité tout en protégeant la culture islamique? La cause d'*Oussama Bin Laden* dans ses premiers jours ne concernait pas la modernité du tout – il a parlé de la Palestine, des bottes américaines sur les terres de l'Arabie Saoudite, des gouverneurs saoudiens sous le contrôle des Etats-Unis, et des «croisés» modernes. Il est frappant qu'il fallait attendre aussi tard que 2001 pour voir la première grande ébullition de la colère musulmane sur le sol des Etats-Unis, en réaction à la politique US et à des événements accumulés tout autant historiques et récents. Si ce n'était pas le 11-Septembre, un événement similaire était fatalement à arriver.

Et même si l'Islam comme un vecteur de résistance n'avait jamais existé, le Marxisme l'a fait. C'est une idéologie qui a engendré un nombre incalculable de terroristes, de guérilla et des mouvements de libération nationale. Il a façonné l'ETA basque, le FARC en Colombie, le *Shining Path* en Pérou, et la *Faction de l'Armée Rouge* en Europe pour ne nommer que quelques-uns en Occident. *George Habash*, le fondateur du meurtrier *Front Populaire de la Libération de la Palestine* , était un chrétien grec orthodoxe et un marxiste qui avait étudié à l'université américaine de Beyrouth. Dans une époque où le nationalisme arabe en colère flirtait avec un marxisme violent, beaucoup de Palestiniens chrétiens ont accordé leur soutien à Habash.

Les peuples qui s'opposent à la domination étrangère

Les gens qui s'opposent aux oppresseurs étrangers cherchent des bannières pour propager et glorifier la cause de leur lutte. L'internationale lutte des classes pour la justice fournit un bon élément mobilisateur. Le nationalisme est encore mieux. Mais la religion fournit le meilleur de tous, en faisant appel aux plus hautes énergies pour défendre sa cause. Et partout, la religion peut toujours servir pour soutenir l'ethnicité et le nationalisme alors même qu'elle les transcende – notamment si l'ennemi est d'une religion différente. Dans de tels cas, la religion cesse d'être essentiellement la source d'affrontement et de confrontation mais sert plutôt de véhicule. La bannière du moment peu disparaître mais les griefs demeurent.

Nous vivons une époque où le terrorisme est l'outil de choix du faible. Il entrave déjà la puissance sans précédent des armés US en Irak, Afghanistan et ailleurs. Et c'est ainsi que Bin Laden dans beaucoup de sociétés non-musulmanes fut appelé le «prochain *Che Guevara*». Ce n'est rien moins que l'attrait d'une résistance réussie contre le pouvoir américain dominant, le faible contre-attaque. Un attrait qui transcende l'Islam ou la culture du Moyen-Orient.

L'impact de l'empreinte globale massive de l'unique super puissance du monde

Mais la question reste de savoir si le monde serait plus pacifique, si l'Islam n'avait pas existé. Devant ces tensions entre l'Est et l'Ouest, l'Islam ajoute incontestablement un élément supplémentaire émotionnel, une couche supplémentaire de complications pour trouver des solutions. L'Islam n'est pas la cause de tels problèmes. Cela peut paraître raffiné de chercher des passages dans le Coran qui semblent expliquer «pourquoi ils nous haïssent». Mais cela s'éloigne aveuglement de la nature du phénomène. Quelle idée confortable que d'identifier l'Islam comme la source «du problème»; c'est certainement bien plus facile que d'explorer l'impact de l'empreinte globale massive de l'unique super puissance du monde.

Un monde sans Islam verrait toujours la plupart des rivalités tenaces meurtrières dont les guerres et les malheurs dominent la scène géopolitique. Si ce n'était pas la religion, tous ces groupes auraient trouvé d'autres bannières en dessous desquelles ils exprimeraient leur nationalisme et leur quête pour l'indépendance. Bien sûr, l'histoire n'aurait pas suivi exactement le même chemin comme elle l'a fait. Mais au fond, le conflit entre l'Est et l'Ouest reste toujours à propos des grandes questions historiques et géopolitiques de l'histoire humaine: l'ethnicité, le nationalisme, l'ambition, l'avidité, les ressources, les chefs locaux, le territoire de domination, le profit financier, le pouvoir, les interventions et la haine des étrangers, des envahisseurs et des impérialistes. Confronté à des questions intemporelles comme celles-ci, comment le pouvoir de la religion pourrait-il n'être pas invoqué?

Souvenons-nous aussi que pratiquement tous les principaux horreurs du XXe siècle vinrent presque exclusivement des régimes strictement laïques: *Léopold II* de Belgique au Congo, *Hitler*, *Mussolini*, *Lénine* et *Staline*, *Mao* et *Pol Pot*. C'étaient les Européens qui ont imposé leurs «guerres mondiales» par deux fois au reste du monde – deux conflits globaux dévastateurs sans aucun vague parallèle dans l'histoire islamique.

Quelques-uns aujourd'hui pourraient souhaiter un «monde sans Islam» dans lequel ces problèmes n'auraient vraisemblablement jamais eu lieu. Mais, en vérité, les conflits, les rivalités et les crises d'un tel monde pourraient ne pas apparaître si largement différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui. •

Première parution dans *Foreign Policy*, 1–2/08; cf. *www.foreignpolicy.com/users/login.php?story_id=4094*

Source: *www.palestine-solidarite.org/dossier.religion_musulmane.Graham_E.Fuller.150108.htm*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Denodado comité de Italia
Científicos por la paz – contra la guerra

bha. Si los científicos con todos sus conocimientos y posibilidades están sólo al servicio de la guerra, si conciben métodos cada vez más refinados para asesinar, atormentar y matar, si son condecorados en las universidades y si la mayor parte del presupuesto estatal es invertido en la investigación para la guerra y la destrucción – la humanidad va a seguir recorriendo un camino muy difícil y el resultado será un padecimiento sin fin. Ésto es exactamente lo que está sucediendo desde hace años. El uso de las armas es cada vez más preciso, repulsivo, y con un mayor radio de alcance.

Nadie debe quedar al resguardo, países enteros son sometidos a la maquinaria bélica y nunca lograrán liberarse de su carga. La alianza para la guerra destruye con perfección. No sólo destruye la vida del presente sino también su disposición genética. Hace tabula rasa y mata a sus propios hijos.

Pero también hay científicos que hacen lo contrario. Un grupo italiano de mujeres y hombres de ciencia contra la guerra, (comitato scienziate e scienziati contro la guerra www.scienzaepace.it) presentaron ya en el año 2000 un amplio documento sobre la guerra en los Balcanes. Su contenido trataba sobre las consecuencias para la salud y el medio ambiente de las armas con efecto radioactivo. Los científicos italianos contra la guerra formaron un comité ad-hoc, con el fin de realizar un cálculo de los daños causados por la radioactividad en la población de los Balcanes.

Los informes dan una prueba clara, evidente y convincente, que ya en el año 2000 no hubieran sido necesarias más «pruebas» para proscribir inmediatamente, por derecho internacional, el uso de armas con efecto radioactivo. Un grito tendría que haberse oído en el mundo entero – la ONU tendría que haber reaccionado, los estados de la OTAN tendrían que haber dejado de inmediato de usar esas armas – pero ocurrió lo contrario.

Se abordarán extractos del informe de los científicos italianos que documentan que la alianza para la guerra, y con ella todos los gobiernos de los países europeos, sabían exactamente lo que sucedía en nombre de las «acciones humanitarias». Y se apartaron de todo lo estipulado al respecto en los acuerdos del derecho internacional.

Hechos sobre el uranio empobrecido, su utilización en los Balcanes y las consecuencias para la salud (extracto)

por M. Cristaldi, A. Di Fazio, C. Pona, A. Tarozzi, M. Zucchetti del Comitato Scienziati contro la guerra, 9 de enero de 2001

A pesar de estar prohibido por acuerdos internacionales, es conocido que en las zonas de guerra se utiliza uranio empobrecido desde hace 10 años.

Estamos convencidos que las autoridades políticas y militares de Italia tenían que estar informadas sobre el peligro de uranio empobrecido y su utilización en las regiones en guerra durante la última década. También es un hecho que las armas uranio empobrecido están prohibidas internacionalmente.

Partamos de este último punto: el problema de las armas con uranio empobrecido fue tratado también en la ONU.[10] En su sesión 48. del 30 de agosto de 1996, la *Subcomisión para evitar la discriminación y proteger las minorías* aprobó una resolución, por la cual, «las armas de destrucción masiva, sobre todo las armas atómicas, no deben jugar ningún rol en las relaciones internacionales y por lo tanto deben ser eliminadas. […] Todos los estados […] deben ser encauzados en su política nacional por la necesidad absoluta de prohibir la producción y la propagación de armas de destrucción masiva, o aquellas con efectos similares, sobre todo armas atómicas, químicas, napalm, bombas de dispersión, armas biológicas y armas con uranio empobrecido.»

La evidente peligrosidad de uranio empobrecido es conocida en la opinión pública y en los círculos militares desde hace más de 20 años. Citamos seguidamente algunas de las numerosas fuentes de EE.UU. y del ámbito militar.

En un informe del año 1979 la *US Army Mobility Equipment Research & Development Comand* sostenía que el uso de municiones con uranio empobrecido significa un peligro «no sólo para las personas en las zonas cercanas sino también en las zonas alejadas hacia donde se dirigen los vientos. […] Las partículas […] se asientan rápidamente en el tejido pulmonar y exponen a la persona a una dosis de radiación alfa cada vez más tóxica, que puede provocar cáncer y otras enfermedades mortales.» Esta fuente citada, no proviene justamente de aquellos que quieren prohibir este arma.

Es evidente, que fuentes del gobierno norteamericano cuentan con suficiente información sobre medidas de precaución a tomarse en caso que se utilize ese material. Otro informe proveniente de *Los Álamos National Laboratories,*[11] afirma que «los lugares donde se hacen prácticas de tiro para bombas con uranio empobrecido en Aberdeen y Yuma [en los desiertos norteamericanos donde se probaban las armas en los años setenta y principios del ochenta, *aclaración de los autores*] no pueden ser habitados por seres humanos, antes de que se haya hecho una decontaminación». Respecto a este punto, uno se pregunta cómo se puede justificar la presencia militar a largo plazo en zonas contaminadas con uranio empobrecido, ni hablar de la población civil que vive o trata de vivir en esas zonas.

Armed Forces Radiobiology Research Institute (Maryland, USA) publicó un estudio con el título «Health effects of Depleted Uranium»[12] en el cual se llega a la conclusión que uranio empobrecido promueve el cáncer y aumenta la mutagenidad [alteraciones genéticas]. Por tanto considera importante que se continúe con estudios al respecto.

En el año 1987, la armada norteamericana publicó instrucciones para el manejo de armas de uranio empobrecido y vehículos contaminados. En junio de 1990, un informe de *Science Application International Corporation* de EE.UU. destinado a la armada norteamericana, confirma que entre los efectos a largo plazo producidos por bajas dosis de uranio empobrecido, estaban la formación de tumores, enfermedades de riñon, y defectos genéticos. Desde septiembre de 1990, la armada norteamericana publica un boletín en el que se instruye al personal militar, que tiene contacto con uranio empobrecido, sobre su peligrosidad (*Department of the US-Army Technical Bulletin*, Guidelines for safe response to handling, storage and transportation accidents involving army tank munitions or armour which contain depleted uranium – instrucciones para una reacción segura en caso de accidentes en el manejo, almacenaje y transporte de munición de tanques y blindajes que contengan uranio empobrecido).

Es un hecho conocido que durante la guerra del Golfo en 1991 se utilizaron masivamente armas uranio empobrecido. No volveremos sobre estos datos. Con la aparición del síndrome del Golfo, a exigencia de la agrupación de los veteranos de la guerra del Golfo se realizó una investigación sobre la problemática uranio empobrecido. Así, por ejemplo, una comisión investigadora presidencial de EE.UU. (con trabajos de 1995/96) publicó un informe: «Presidential Advisory Committee on Gulf War Veterans' Illnesses Final Report». Sobre el síndrome del Golfo y Balcanes nos referiremos más tarde.

El empleo de armas uranio empobrecido en los bombardeos en Bosnia de la OTAN/ONU en el año 1995 es también un hecho conocido y el Departamento de Defensa de EE.UU. (DoD) lo ha admitido públicamente: no sólo en un interviú reciente,[13] sino también en comunicados oficiales de ese momento, como por ejemplo algunos provenientes[14] de fuentes militares en noviembre de 1995 («Fact sheet from the Operation Deliberate Force» sobre Bosnia entre el 29 de agosto y el 14 de septiembre de 1995).

Además, las fuerzas militares norteamericanas en Bosnia eran conscientes del riesgo que significa uranio empobrecido y tenían consigo los aparatos de medición necesarios.[15]

Los militares nuestros que se enfermaron de leucemia, estuvieron en actividad en Bosnia, donde se bombardeó entre fines de agosto y principios de septiembre de 1995. Los aviones A-10 arrojaron con seguridad más de 10 000 proyectiles uranio empobrecido. Con respecto a los bombardeos en Bosnia, salvo en algunos episodios aislados,[16] los militares aún no han admitido el uso de misiles Cruise-Tomahawk, ni tampoco que éstos contengan uranio empobrecido. No sería exagerado pensar que esos proyectiles contenían una importante cantidad de uranio empobrecido para fortalecer su poder de choque y para estabilizar el vuelo. Se calcula un mínimo de 20kg hasta 100kg uranio empobrecido. Ésto aumentaría aún el balance de uranio empobrecido empleado en Bosnia.[17]

Ya en mayo de 1998, el uso de armas uranio empobrecido en Bosnia fue reclamado judicialmente ante el Tribunal Internacional para crímenes de guerra (en Yugoslavia) en La Haya.

Es típico cómo los voceros oficiales del Ministerio de Defensa de EE.UU. y otras instituciones similares, en las conferencias de prensa, tratan por todos los medios de encubrir la peligrosidad de uranio empobrecido, siendo que ésta aparece en los informes oficiales de sus propias agencias. Por ejemplo, el informe provisto por *AEPI* (Army Environmental Policy Institute) a pedido del congreso norteamericano, confirma claramente los peligros de uranio empobrecido tanto químicos como radiológicos.[19]

Existe una cantidad enorme de documentos sobre el uso y la peligrosidad de uranio empobrecido. Desistimos conscientemente de citar los que no provengan de fuentes norteamericanas y militares. No porque cuestionemos su solidez, sino para evitar dudas. Para ampliar la información sobre uranio empobrecido y la posibilidad de presentar una acusación, hacemos referencia al libro «The Metal of Dishonor» (El metal del deshonor) de *Helen Caldicott*, International Action Centre, publicado en Nueva York y muy divulgado también en su versión italiana.

Frente a todo ésto, resulta muy extraño que nuestro ejército y nuestro gobierno sostengan que no sabían nada sobre el uso de armas de uranio empobrecido y que desconozcan su peligrosidad.

Desgraciadamente el uso estratégico de uranio empobrecido es además interesante, porque al ser un residuo resultante del enriquecimiento y procesos de transformación de la industria atómica, en los depósitos hay grandes cantidades a disposición y el precio de mercado de la materia prima es practicamente nulo. Gracias a su posibilidad de elaboración casi ilimitada (contrariamente a muchos transuránicos) durante la cual el agresor queda de momento libre de peligros primarios, mientras que regiones y poblaciones quedan contaminadas a largo plazo, resulta un arma poderosa de extorsión contra tropas o contra la población de un lugar. Ésta además sufrirá una constante presión económica en el futuro a la que se suma la imposición de un embargo. Irak es un ejemplo muy revelador al respecto. El encubrimiento de la peligrosidad de uranio empobrecido no es otra cosa que una retención programada de información correcta. Ésta traería el riesgo de comprometer la marcha de un negocio de un alcance mucho más grande que los intereses de mercado corrientes.

Por otro lado, las leyes norteamericanas sobre la protección contra radiaciones son severas para los que utilizan el uranio y producen esas bombas. En el año 1988, en el estado de Nueva York, se cerró *National Lead Industries* a causa de inmisiones que sobrepasaron los límites permitidos y ocasionaron una extrema contaminación del aire. En esas inmisiones, se trataba de «sólo» 5,5 MBq en un mes, equivalente a 375 g uranio empobrecido, la misma cantidad de cada uno de los 31 000 proyectiles que la OTAN admitió haber arrojado en Kosovo.

También las leyes italianas[20] mencionan claramente uranio empobrecido, y lo clasifican bajo los núclidos radioactivos dentro del grupo «débil radiación tóxica». Ahora sabemos que todo depende de la cantidad, la concentración, el tipo y duración de la exposición.

En esas mismas leyes consta con respecto al núclido U 238, que éstas entran en vigencia apenas el total de radioactividad del material sobrepasa los 104 Bq y la actividad específica supera a 1 Bq/g. Con respecto a la actividad específica de uranio empobrecido, menos de un gramo es suficiente para transgredir las leyes italianas de protección contra radiaciones. Un fragmento mínimo de un proyectil uranio empobrecido sería ya suficiente. •

(Traducción *Horizons et débats*)

---

[10] UN Press HR/CN/755 del 4.9.1996
Se encuentra bajo: *www.unhchr.ch/Huridocda/Huridœtwansf/0811fcbdOb9f6bd58025667300306dea/887c730868a70a758025665700548a00*

[11] M. H. Ebinger et al. *Long-Term Fate of Depleted Uranium at Aberdeen and Yuma Proving Grounds Final Report, Phase l: Geochemical Transport and Modeling*, LA-117 90-MS, DE90 012660(1990), Los Alamos National Laboratory, New Mexico 87545, USA.

[12] *www.ngwrc.org/dulink/afrri_briefing.htm*

[13] *www.defenselink.mil/news/Jan2001/t01042001_t0104asd.html*

[14] *www.chinfo.navy.mil/navpalib/intl/bosnia/delibfor.txt, www.afsouth.nato.int/FACTSHEETS/DeliberateForceFactSheet.htm*

[15] Environmental Exposure Report (31/07/1998), Depleted Uranium in the Gulf. Se encuentra bajo: *www.gulflink.osd.mil/du/du_sec05.htm*

[16] Comunicado de la Marina norteamericana: 13 Tomahawk contra Bosnia (13/9/95). Se encuentra bajo: *www.chinfo.navy.mil/navpalib/bosnia/adriat07.html*

[17] Con respecto a los Cruise-misiles en los «mapas» provenientes de la OTAN (que sólo muestran las regiones en Kosovo y limítrofes que fueron atacadas por aviones A-10) falta la información si se atacó el territorio serbio con Cruise-misiles y en qué medida. Tanto ésto, como el hecho que la OTAN ha reconocido repetidas veces de haber perdido la noción de la cantidad de proyectiles lanzados, dejan dudas sobre los 31 000 proyectiles admitidos por la OTAN.

[18] *www.ius.bg.ac.yu/apel/du-documents.html#tuzba*

[19] «Health and Environmental Consequences of Depleted Uranium Use in the U.S. Army: Technical Report» U.S. Army Environmental Policy Institue, Juni 1995. Se encuentra bajo: *www.fas.org/man/dod-101/sys/land/docs/techreport.html*. Un análisis del informe se encuentra en el artículo de D. Bernstein, «Pentagon Document scores risks of uranio empobrecido used in Gulf War and Bosnia», Pacific News Service, *http://flashpoints.net/pentagondocjinn.html*

[20] DL 17 marzo 1995, n. 230 pubblicato sul Supplemento Ordinario alla GU n. 136 del 13 Giugno 1995, Serie Generale, con le successive integrazioni dei *Decreti Legislativi 27/5/2000* per l'attuazione delle direttive 96/29EURATOM e 97/43/EURATOM.

Assurer à nouveau sa subsistance

Une précieuse brochure du CICR vient de paraître

par Erika Vögeli

La nature des guerres et des conflits a connu, ces dernières décennies, de profondes transformations dont les effets sont dramatiques surtout pour la population civile, devenue de plus en plus la victime principale sinon même la cible véritable des conflits. Ainsi les conflits modernes se caractérisent par la disparition de fronts et de champs de bataille bien définis, le fait que les combats soient de longue durée et visent les ressources, les territoires et le contrôle des populations. La destruction systématique de villages et de champs, le fait de contraindre les populations à fuir, souvent accompagné de la perte de tous biens et de l'accès insuffisant aux ressources en font partie aussi bien que le recrutement forcé de la main-d'œuvre la plus productive des communautés au profit de groupements armés, ce qui prive les ménages de tous moyens et les empêche souvent de reconstruire leur vie.

Or, en poursuivant sa mission de protection et de soutien des victimes de conflits armés, le CICR vient de développer de nouveaux moyens de venir en aide à la population civile de manière efficace. Dans une brochure d'une quarantaine de pages intitulée «Farming trough Conflict», le CICR présente ces moyens grâce à 15 exemples. L'aide d'urgence immédiate doit permettre aux populations de reprendre leurs activités productives normales pour assurer leur existence.

Avec ses 161 programmes dans 29 pays différents, l'*Unité de sécurité économique (Eco-Sec)* a apporté cette forme d'aide, au cours de l'année 2006, à 4,4 millions de victimes, dont deux tiers vivent sur le continent africain.

Une grande partie de ses interventions concernaient des programmes d'aide traditionnelle consistant à distribuer des denrées alimentaires et des produits ménagers. Mais comme il ne s'agit pas là de solutions durables, l'*Unité de sécurité économique* préfère de plus en plus les programmes ayant pour but de soutenir les formes de production destinées aux ménages et aux communautés qui dépassent les mesures immédiates afin d'assurer durablement la survie économique.

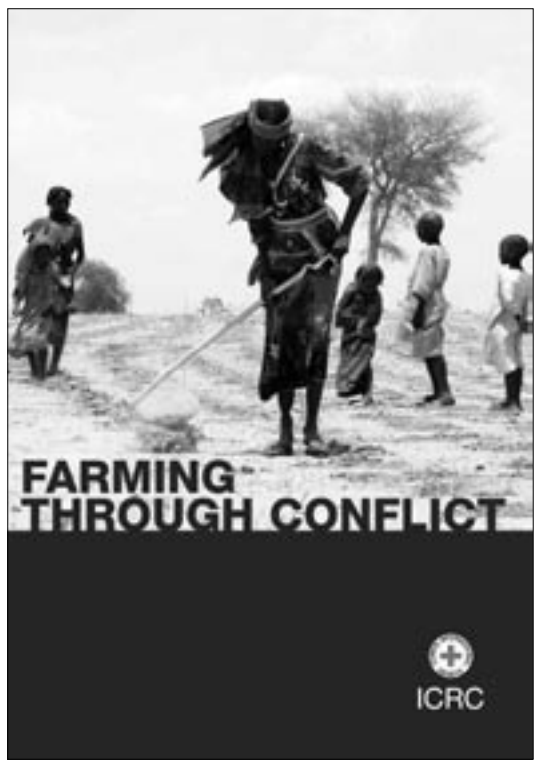
La brochure met en évidence à travers 15 études de cas de production agricole, la diversité des pratiques utilisées dans le monde entier et surtout la manière dont les populations se débrouillent, au-delà des problèmes causés immédiatement par les conflits tels que les pertes de vie tragiques et les espoirs anéantis, pour assurer à nouveau leur subsistance. Cela également eu égard au fait que les individus ne doivent ni ne veulent dépendre éternellement de l'aide humanitaire et que la reconstruction de structures locales de survie leur donne les bases d'une vie indépendante et digne.

Le Nord-Katanga (République Démocratique du Congo), par exemple, a été longtemps le théâtre de conflits. Les pillages ainsi que de véritables campagnes de destruction ont abouti à une sous-alimentation chronique des populations. Elles manquaient surtout de protéines puisque le poisson du fleuve Congo, jadis source principale d'alimentation, avait disparu. «Chaque fois que nous rentrions dans nos villages, nos récoltes étaient détruites et il n'y avait pas de poisson. Nous ne pouvions pas nous nourrir convenablement. Un grand nombre de nos enfants tombaient malades ou mouraient.» Pour améliorer la situation alimentaire, le CICR a mis à disposition d'une organisation communale l'élevage amélioré de poules pondeuses. Les poules pondaient des œufs fécondés qu'on distribuait ensuite à la population. En même temps, on formait des paysans à la production de légumes pour augmenter l'offre sur les marchés locaux. Voici comment un habitant juge le projet: «Quelques mois après que le CICR eut commencé son projet, la plupart des habitants se sont acheté quelques œufs fécondés pour avoir leurs propres poussins. Aujourd'hui, mes poules pondent deux fois plus d'œufs que celles provenant des élevages d'ici.» Par la suite, dans une première étape, 30 000 œufs ont pu être vendus, et bientôt le marché, jadis vide et cher, était méconnaissable: «Nous pouvions acheter chaque jour plusieurs œufs – fournisseurs d'excellentes protéines – tout en attendant notre propre production. Les maraîchers commençaient à vendre leurs produits et bientôt le marché abonda en légumes. Le prix des aubergines, par exemple, avait été divisé par quatre et celui des tomates par huit. Chacun pouvait de nouveau manger des légumes.»

Les centres de distribution alimentaire administrés par les organisations humanitaires ont alors constaté une baisse importante du nombre d'enfants sous-alimentés.

Le CICR souligne que les poules sont souvent les seuls animaux accessibles à la population la plus pauvre, notamment aux femmes. L'élevage de poules étant normalement ancré dans les traditions, il est bien accepté et facile à introduire. Selon la brochure, le défi principal réside dans l'introduction d'un élevage amélioré qui évite d'importer les maladies destructrices qui y sont liées.

Voilà donc un exemple d'aide durable qui s'adapte aux coutumes locales et permet ainsi à la population d'assurer à nouveau sa subsistance. •



La brochure est disponible à l'adresse www.cicr.org

Percy Schmeiser obtient des dommages-intérêts de la part de Monsanto

Monsanto reconnaît sa responsabilité dans la contamination génétique

Dans un arrangement à l'amiable entre Percy Schmeiser et Monsanto, Monsanto a reconnu aujourd'hui sa responsabilité dans la contamination des champs de colza de Schmeiser.

Dans une controverse juridique préalable, la Haute Cour de Justice du Canada avait reconnu la légitimité de la protection par brevet du transgénique de Monsanto et dans un même temps renvoyé la question de la légitimité du brevet sur le vivant devant le Parlement pour une nouvelle évaluation. A l'époque, la situation juridique en vigueur voulait que le propriétaire du brevet sur un gène particulier soit aussi propriétaire de toute la récolte. La saisine du Parlement concernant cette affaire est encore en attente. Comme Schmeiser pouvait alors prouver qu'il n'utilisait ni semences génétiquement modifiées de Monsanto, ni l'herbicide Round-up Ready qui va avec et qu'il ne tirait aucun avantage de la pollution de sa récolte, il avait été acquitté des indemnités réclamées par Monsanto. En 2005, Schmeiser trouve de nouveau du colza *Monsanto* dans ses champs. Il en informe *Monsanto* et demande que la firme le débarrasse des plantes. *Monsanto* rétorque par écrit, qu'il s'agit de colza round-up ready et que ça lui appartient. Se référant à l'arrêt existant, que le propriétaire d'une plante est responsable des dégâts causés par contamination, Schmeiser a fait débarrasser les plantes par un professionnel extérieur et envoyé la facture à Monsanto.

Comme ce dernier n'était pas disposé, dans un premier temps, à un arrangement à l'amiable, Schmeiser intenta une action en justice envers la société pour le paiement de la facture de 660 dollars. *Monsanto* n'aurait payé les dommages qu'à condition que Schmeiser s'engage formellement à garder le silence sur cette affaire, ce qui le contraignait, lui et son épouse pour le reste de la vie à n'en jamais parler publiquement ou à ne jamais traduire en justice à l'avenir *Monsanto* pour contamination de récolte. Schmeiser refusa. Les conditions réclamées par *Monsanto* seraient contraires à la déontologie et à l'éthique.

A la question du juge qui s'étonnait qu'une entreprise comme *Monsanto* ne régle pas une facture aussi négligeable que 660 dollars, l'avocat de *Monsanto Richard W. Daniliuk* répondit que dans cette affaire, ça allait bien au delà des 660 dollars. Une heure avant le début du procès prévu le 19 mars 2008, *Monsanto* a alors accepté toutes les exigences de Percy Schmeiser et reconnu toute sa responsabilité dans la contamination des champs. Monsanto accepte non seulement de payer les dommages, mais aussi que Schmeiser communique publiquement les dessous de cette affaire et s'y réfère. L'aveu de *Monsanto* en tant que propriétaire du brevet sur le transgénique, reconnaissant sa responsabilité dans la contamination des champs voisins, ouvre aux paysans du monde entier la voie du droit à exiger réparation pour les dommages causés par *Monsanto*. •

Source: *www.simplicitevolontaire.bbfr.net*

Pour de plus amples informations:
Communiqué de presse du 19/3/08,
www.percy-schmeiser-on-tour.org,
www.percyschmeiser.com

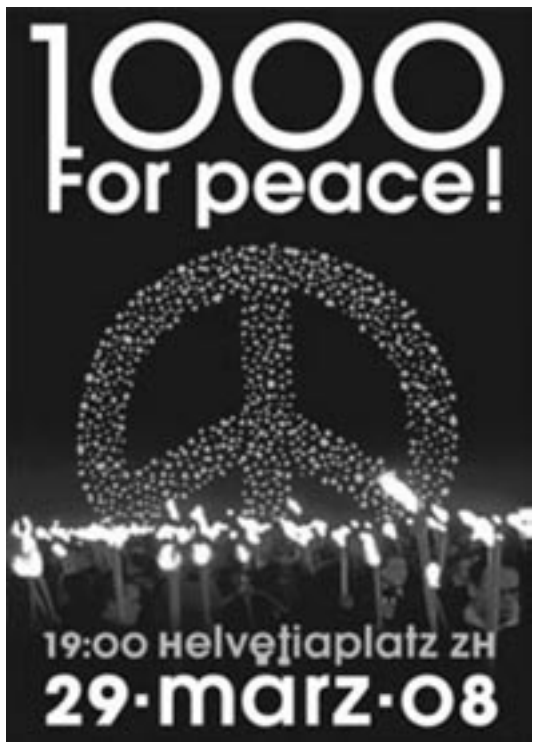
Envoyer un signal en faveur de la paix

rb. La guerre en Irak dure depuis cinq ans et on n'en voit pas la fin mais les protestations augmentent. Le Pape *Benoît XVI,* dans son homélie du dimanche de Pâques, a appelé à la fin des violences. Et le week-end dernier, anniversaire de l'invasion, des milliers de personnes ont manifesté dans le monde entier, également à Los Angeles, à Londres, à Glasgow. Les manifestants exigent le retrait d'Irak des troupes et la fin de l'engagement en Afghanistan.

L'année dernière déjà, dans beaucoup de villes du monde, des manifestations pour la paix ont eu lieu le jour anniversaire de l'invasion de l'Irak. Partout dans le monde, des volontaires se sont rassemblés et ont formé le célèbre symbole de paix le soir avec des torches dans une ambiance impressionnante et ont envoyé ainsi un signal vivant en faveur de la paix et contre la guerre.

Ce symbole existe depuis 50 ans. Au départ il était, pour son créateur, un Britannique, dirigé contre les armes nucléaires, mais il est devenu, au fil des ans, également un symbole en faveur de la paix, comme la colombe ou l'arc-en-ciel.

En Suisse, une manifestation a eu lieu le samedi 29 mars sur l'Helvetiaplatz de Zurich. Elle était soutenue par plusieurs organisations pacifistes. Les participants ont voulu montrer avec des torches qu'ils s'opposent à l'augmentation de la violence et lancer un signal d'espoir en un monde pacifique. •



Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich